

Il y a 50 ans, Brovès disparaissait

Les histoires d'un village

1/8 Il y a cinquante ans, les derniers habitants de Brovès étaient expropriés au profit du camp militaire de Canjuers. Aujourd'hui, le village fantôme s'écroule. Il hante toujours les anciens.

Depuis le parvis de la mairie de Barême, on croirait Brovès toujours en ébullition. Les toitures, d'un rouge vif, percent au loin dans le vallon. Mais ce n'est qu'un mirage. Une illusion. La tôle est venue remplacer les typiques tuiles provençales le long de la D25. Les habitations s'écroulent les unes après les autres. La rouille a gagné les balcons. Et, dehors, la végétation reprend ses droits. Les arbustes grignotent la grande place, l'herbe ronge la montée du Duc, le lierre envahit les façades lézardées du quartier des Georges...

Le temps s'est arrêté. Littéralement. Les aiguilles du cadran de l'église se sont figées à 12 h 20 pour l'éternité. Aujourd'hui, Brovès n'est plus qu'un village fantôme. Mais Liliane Brun-Montaland n'oublie pas. Elle était là, le 7 juin 1974, lorsque l'armée a chassé les derniers habitants du village. Elle était là aussi, les années qui ont suivi, pour constater l'érosion de sa maison de famille. Elle est née ici. « C'est de plus en plus dur pour moi de revenir. Tout est délabré, en ruine... » Son regard se perd dans la poussière. Il n'y a plus de couloir, plus de salon, plus de cuisine. Les fenêtres et les portes ? Disparues sans prévenir. « Quelle erreur de l'histoire ! Quel véritable gâchis. »

« Le premier bâtiment à être tombé, c'est le vieux château »

Un silence de mort pèse depuis cinquante ans sur ce petit bourg du haut Var. Parfois, les tirs de canon des militaires de Canjuers viennent le briser. Le hameau a été rayé de la carte au nom de la raison d'État, au profit du plus grand camp d'Europe, un outil indispensable étendu sur 35 000 hectares.

Désormais propriété de l'armée, il est impossible de le traverser. Un tronçon de la route départementale a même été redessiné

pour contourner le village. Exceptionnellement, l'État-major a laissé cinq anciens résidents le parcourir à pied. Alain Costanzo, qui vivait dans une coquette maison sur la place seulement l'été, ne se contente pas d'observer. Il immortalise tout, avec les yeux et l'appareil photo. On le surnomme "l'historien" du village : il classe des centaines de clichés dans des dossiers, épiluche des dizaines d'archives et dresse des arbres généalogiques géants pour recenser toutes les lignées.

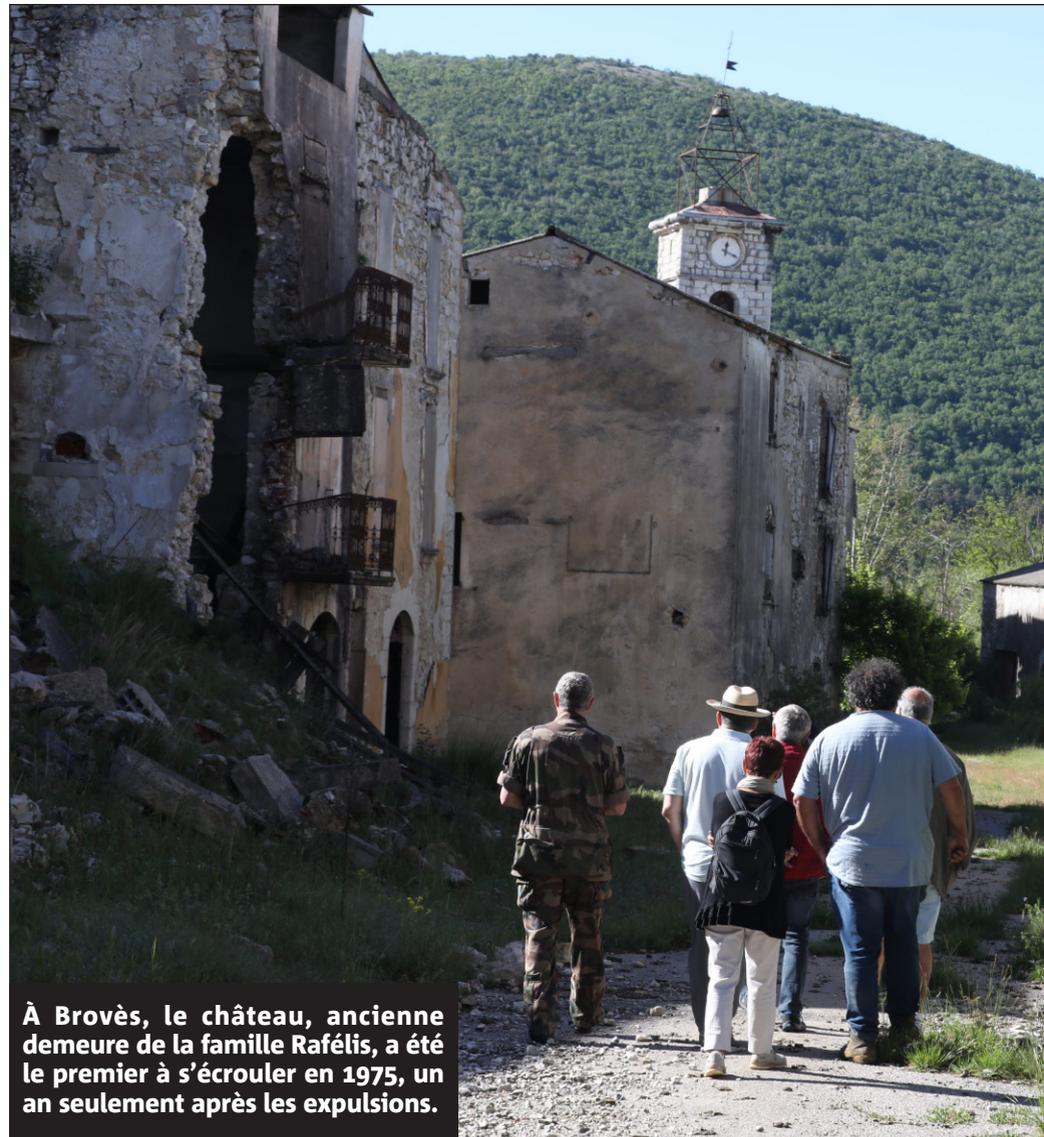
« Le premier bâtiment à être tombé ici, c'est le vieux château. Personne ne sait pourquoi. Il s'est écroulé en 1975. » L'édifice était antérieur à l'an 1 000. Il avait été divisé en sept appartements.

Gérard Léger, Jean-Paul Funel et Nicolas Dani restent cois. Que dire face à tout ce « désastre » ? Le premier tenait le *Faisan doré* avec ses parents, le seul et dernier hôtel bar-restaurant. Le deuxième y dormait gracieusement en septembre, lorsqu'il débarquait à pied du lycée de Lorgues, dès 16 ans, pour chasser. Le troisième était encore bébé quand Brovès était vidé.

« C'est moi qui ai sonné les cloches pour la dernière fois »

Philippe Fabre parvient à briser la glace et consoler les vagues à l'âme. Non sans mal... Il est né à Paresse, une ferme voisine plantée dans les prés. « Nous aussi, on a attendu le dernier moment. Ce sont les militaires, qui nous ont expulsés. » Son père, Gilbert, a perdu l'étable. Mais Philippe, toujours berger – il s'est établi à La Roque-Eclapon –, a obtenu le droit de pacage au cœur du village. Ses brebis sont les seules à y paître. Le jour comme la nuit.

Franc du collier, l'éleveur balaie les ruines du regard et récite ses folles anecdotes : « C'est moi qui ai sonné les cloches de l'église pour la dernière fois. C'était lors du réveillon



À Brovès, le château, ancienne demeure de la famille Rafélis, a été le premier à s'écrouler en 1975, un an seulement après les expulsions.

du jour de l'an de 1973 à 1974 ! On avait mangé chez Guy Martel. J'étais avec son fils. » Amusés, les visiteurs racontent tour à tour leurs exploits de jeunesse. Les deux militaires accompagnant la visite tendent discrètement l'oreille. Parfois, ils essaient de prendre part à la discussion. Mais les échangeant menacent de tourner au vinaigre... « Ah non, ce ne s'est pas passé comme ça ! » Trémolos dans la voix, Alain Costanzo met un point d'honneur à retracer fidèlement

le passé. Celui qu'il a lu, vécu, écouté. Et peu importe si l'émotion déborde. Un demi-siècle plus tard, ils n'ont toujours pas digéré ce qui est arrivé.

Dossier :
Anaïs GRAND
agrand@nicematin.fr
Photos : Philippe ARNASSAN

Zone d'entraînement pour l'armée et la sécurité civile



L'armée assure n'avoir jamais détérioré le village. Des travaux de sécurisation ont été engagés.

Non, Brovès n'a jamais été éventré par l'armée. Des fermes alentours sont « mystérieusement » tombées, mais le cœur du village, lui, a été épargné. Aucun impact de balle, aucune trace d'obus n'a été observée. Ni dans les sols, ni dans les murs. « Quelques travaux de sécurisation des lieux ont, par ailleurs, été menés », indique le colonel Mickaël Tesson, chef du camp et du 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique. De nombreuses fenêtres ont été condamnées avec de l'aggloméré. Des renforts métalliques ont été installés ici et là, selon les habitations, les étages et leur état.

Le commandant assure n'avoir strictement rien à cacher : le hameau est aujourd'hui désert. Du moins, la quasi-totalité de l'année. « Il a été utilisé par mes hommes pour des entraînements en terrain libre. Mais il n'est fréquenté qu'une à deux fois par an par l'Unité d'instruction et d'intervention de la sécurité civile de Brignoles. » Les hommes de l'UIISC7 débarquent avec des chiens pendant quelques jours pour s'exercer au sauvetage dé-

blaient. « C'est un endroit qui ressemble fortement aux conditions réelles. C'est une chance, un véritable atout. »

Zone de bivouac et base militaire

Durant les années qui ont suivi les expropriations, les militaires avaient fait de l'école leur repère. L'établissement scolaire était le bâtiment le plus récent du village. Alain Costanzo n'est pas parvenu à savoir pourquoi. « Peut-être était-ce pour s'assurer que les habitants ne reviennent pas ? » Le major Michel Delannoy, réserviste au 1^{er} RCA et au musée de l'Artillerie de Draguignan, raconte que Brovès servait également de zone de bivouac. « Selon un document d'archive de 1986, quatorze édifices ont été rendus inaccessibles. Ils menaçaient de s'écrouler, ou étaient déjà en ruine », retrace-t-il. Ceci explique ainsi les numéros tagués sur les façades juste à côté des portes d'entrées, encore visibles aujourd'hui. « C'était pour les inventorier et donc mieux reconnaître les risques. »

Oublié sous les ruines



Une partie du patrimoine a été pillée, l'autre a été transférée

Les anciens habitants de Brovès l'assurent : la commune renfermait un patrimoine « *exceptionnel* ». Malheureusement, une grande partie de celui-ci a été abandonnée aux outrages du temps. Sinon pillée. « *Il y en a qui se sont bien servis. Les pierres, les tuiles, les portes, le mobilier... Les entreprises et les antiquaires [certains accusent aussi les militaires, ndlr] sont venus faire leurs affaires juste après que l'on nous a chassés !* » Liliane Brun-Montaland est remontée.

Fontaine, cloche et lavoir dans le pays de Fayence

Les deux cloches de l'église ont été volées peu de temps après le 7 juin 1974. L'une d'elles a été retrouvée en 2011, près de quarante ans plus tard... chez un antiquaire. Elle a été rachetée par la mairie de Seillans [lire ci-dessous]. Sophie Christophe balance aujourd'hui ses 500 kg de bronze dans la salle du couvent.

Pour le reste, mystère et boule de gomme. Certains anciens suspectent que le plancher et les objets de culte de l'église (ex-voto, coupes, chandeliers, tableaux et statue de Saint-Romain) ont été revendus sous le manteau. Quant au Père Gilles Surply, le curé de 9 communes du haut Var depuis 10 ans, celui-ci assure qu'une partie a été transférée à la paroisse de



Les aiguilles du cadran de l'église se sont arrêtées à 12 h 20. Le campanile n'a pas pu être récupéré, mais ses cloches ont été volées.

Comps-sur-Artuby. La fontaine à deux vasques – datant de 1833 –, a été rapatriée à Seillans. À quelques dizaines de mètres d'elle, le monument aux morts trône sans son coq en bronze, lui aussi volé. Et à deux reprises. Seules les pattes du volatile ont survécu. Le lavoir, placé près du pont du quartier des Georges, a été déplacé dans le pays de Fayence également. Aujourd'hui, il n'en reste que le fond, visible à Brovès lorsque la Bruyère est à sec. Ce qui demeure le long de la D25 est

parfois compliqué à admirer. « *Nous ne sommes jamais parvenus à obtenir une garantie d'entretien de notre patrimoine par l'armée* », indique Alain Costanzo.

Une église particulière au village originel

Les vestiges du village originel sont presque intégralement camouflés par la végétation. « *Ces derniers datent du Moyen Âge ! C'était le castrum de San Peire. Il y avait notamment un vieil évier. Seulement deux ont été recensés dans la région. Le nôtre est probablement le mieux conservé.* » Mais aussi les murs d'une église : « *Celle-ci a été construite avec une abside à angle droit. Cette particularité est unique, inexpliquée.* »

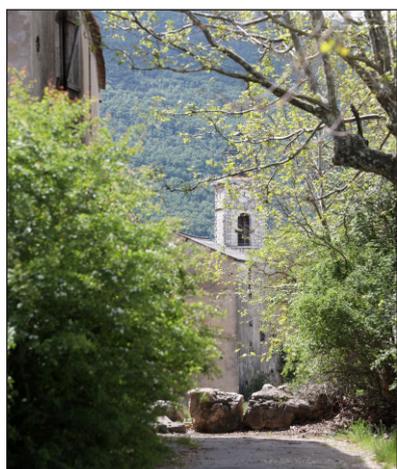
Le trésorier de l'association des Anciens et amis de Brovès tient ces détails d'une synthèse réalisée par la « *Mission d'inventaire des richesses naturelles, actuelles et humaines de la commune de Brovès* ». Elle a été menée en avril 1966 par l'association Escolo de lar, jadis présentée comme un centre de maintenance et de culture provençale basé à Aix-en-Provence. Jeanine Dani, née au village sous le nom Fabre en 1942, en possède toujours une copie dans un parfait état.



Les objets de culte de l'église et son plancher ont disparu.

La semaine prochaine

Il y a cinquante ans, le destin des habitants de Brovès était scellé. Le 7 juin 1974, deux gendarmes de Callas frappaient à toutes les portes, avis d'expulsions en main. Les derniers résidents ont ordre de faire leurs bagages. Et vite. Sept régiments, 2 500 soldats et 650 véhicules devaient investir le village du haut Var le lendemain. Depuis ce jour, Brovès a été rayé de la carte au nom de la raison d'État, au profit du plus grand camp militaire d'Europe, un outil précieux pour l'armée. Avec le temps, il a été oublié. Mais aucunement ignoré. À l'occasion de son triste anniversaire, *Var-matin* retrace son histoire tantôt douloureuse, tantôt joyeuse. Et laisse les derniers témoins vivants de ce grand bouleversement s'exprimer. La semaine prochaine, découvrez le village comme on ne le connaîtra plus jamais. Avant les expulsions, « *liberté* » en était le maître-mot. Mais aussi « *bêtises* », « *moutons* », « *discothèque* » ou encore... « *sanitaires* ».



Une déviation a été construite pour éviter de traverser Brovès.

Administrativement, personne n'est né ici

Le village n'existe plus. Du moins, sur le papier. Il a été administrativement absorbé par Seillans, situé à une trentaine de kilomètres plus au sud-est. La fusion a été actée par décret le 4 août 1970. Ainsi, ceux qui sont nés à Brovès... ne l'ont jamais été. Ils ont vu le jour dans le « *pays de Fayence* » selon leurs documents d'identité.

Des terres pour dédommager

En guise de dédommagement, après avoir été expropriés, les anciens habitants ont obtenu des terrains. Quarante-trois ont été cédés gracieusement par la

commune. Mais la reconstruction restait à leur charge. Et à leurs frais [récit en sera prochainement fait dans l'épisode 3]. Des maisons y ont fleuri en quelques années et la zone est devenue un hameau. Brovès-en-Seillans détient même son panneau d'entrée et de sortie ! Du côté de La Roque-Esclapon, seule une plaque scellée à une roche annonce l'accès au quartier. « *Les Hauts de Brovès* », c'est désormais une dizaine de maisons tout au plus. À l'origine, vingt-cinq terrains avaient été offerts par la mairie, dans des conditions identiques à la commune voisine.



La fontaine à deux vasques, datant de 1833, a été déplacée à Seillans, dans le « *nouveau village* ».

Il y a 50 ans, Brovès disparaissait

Les petites anecdotes qui

2/8 Avant les expropriations, Brovès était peuplé par 80 âmes et quelque 5 000 moutons. Les conditions de vie y étaient spartiates, mais les habitants et les estivants avaient hâte de se retrouver. En été, la population du village pouvait être multipliée par quatre.

« **À** Brovès, nous sommes tous cousins plus ou moins éloignés ! » Alain Costanzo peut l'affirmer sans risquer les foudres de ses aïeux : il a constitué un grand arbre généalogique. Celui que l'on surnomme "l'historien" du village a, lui aussi, un peu de sang commun avec les Brun, les Fabre, les Gariel, les Lambert, les Laugier, les Lions et même les Blanc. Les membres de ces sept familles constituaient la majorité des 80 âmes qui vivaient toute l'année le long de la D25. L'été, « la population pouvait quadrupler » ! Les habitants surnommaient ces nouveaux arrivants : "les estivants". Alain faisait partie de ces gens-là jusqu'à ses 14 ans. « Qu'est-ce qu'on avait hâte de leur venue ! » Assise sur un muret, Liliane Brun-Montaland trépigne encore d'impatience aujourd'hui. L'espace d'un instant, elle oublie ses 71 ans. Elle redevient petite fille, s'en va pêcher et se baigner dans "les toupines", ces grandes vasques naturelles créées par la Bruyères. « On jouait à cache-cache dans les bergeries. On atterrissait dans les mangeoires... On traversait parfois le plafond du grenier par inadvertance ! Les parents nous faisaient confiance. Nous étions si libres. »

Il venait de Nice en cyclomoteur pour participer à la fête votive

La règle était simple : les grands étaient responsables des petits. « Les seuls dangers, c'était de tomber dans un trou d'argile – avec laquelle on faisait des sculptures –, dans une toupine à sec ou de se faire mordre par une vipère. »

En cas de bobo, Anna, la maman des six sœurs (et un frère) Dalmas, soignait les blessés. « Elle faisait l'infirmière même lors

des accouchements et des décès, alors qu'elle ne possédait aucun diplôme », raconte Maryse, l'une des filles.

Jeanine Fabre (née Dani), elle, n'allait pas jouer aux boules, n'aimait pas chasser, ni même construire des cabanes au rocher "de la mort" qui surplombait les maisons, à l'ouest. Ce qu'elle préférait, c'était se rendre aux foires les derniers lundis de mai et d'août. Elle saluait le marchand positionné juste devant la porte de sa maison.

« Il y avait la fête votive aussi. C'était génial. Les hommes prenaient les camions avec les remorques, ils partaient chercher du buis et décoraient la scène des musiciens. On appelait ça "la salle verte". Il y avait énormément de monde, de tous les villages alentour. La fête durait trois ou quatre jours ! »

Les enfants étaient exceptionnellement dispensés d'école pour profiter des festivités. Claude Previtali, lui, venait à Brovès depuis Nice... en cyclomoteur. Il avait quatorze ans. Une fois arrivé, il laissait sa bécanne de côté. « On faisait des kilomètres à pied pour faire le tour des bals du coin. On attendait tous ce moment. »

Les bêtises, c'était eux

Une fois que les trompettes, les guitares et les concours de pétanque – « réputés » – remballaient, les jeunes vacanciers partaient aider les parents dans les champs. « On gardait les troupeaux, on filait un coup de main lors de la transhumance et pour ramasser le foin. On adorait ça, on était solidaires. » Pour tout, sauf pour les bêtises ! Dans ce domaine, Jean-Paul Funel et Gérard Léger étaient les experts. Le premier suivait surtout le fils du tenancier du Faisan Doré. Lequel était « du genre à sonner les cloches de l'église pour faire croire qu'il y avait la messe » lorsqu'il n'allait pas contempler le



Le village était réputé pour ses deux foires annuelles, sa fête votive et ses concours de pétanque appréciés des habitants des alentours.



Scannez ce QR code pour voir notre vidéo.

passage des voitures du Rallye Criterium 83... « Il passait quatre fois dans Brovès ! » L'ambiance était exceptionnelle.

« D'ailleurs, il n'y a jamais eu de délinquance au village, assure Liliane Brun-Montaland. On ne fermait jamais les maisons à clef. »

À la fin des vacances scolaires, l'hôtel bar-restaurant hébergeait toujours quelqu'un dans l'une de ses quatre petites chambres (seules trois étaient accessibles au public) : « Personne ne voulait repartir d'ici. » Habitants et estivants passaient leur temps, en-

semble, à manger et partager chez les uns et les autres. Le patois égayait les repas. « Et quand on tirait les rois, la tradition voulait que celui qui tombait sur la fève fût chargé de faire à son tour une galette », se souvient Gérard Léger. C'était sans fin.

« Mais qu'est-ce que c'était bien... »

Dossier : Anaïs GRAND
agrand@nicematin.fr
Photos : DR Anciens et amis de Brovès
et Philippe ARNASSAN



Une fois par an, les parents de Liliane tuaient le cochon et les habitants se réunissaient pour le déguster.

« Les sanitaires, c'était un privilège ! »

Brovès, c'était une autre époque. Celle où l'on se souciait peu du confort : « Rares étaient ceux qui possédaient des sanitaires. » Alain Costanzo venait au village seulement pour les vacances, mais il avait de la chance. Sa maison était l'une des seules à posséder des commodités : « C'était un privilège ! »

Le père de Jeanine Dani (née Fabre), lui, envisageait d'en faire installer dans le garage. « On avait l'habitude de prêter le garage pour les mariages, les baptêmes et autres fêtes. Il était bétonné. C'était donc logique pour nous de les mettre ici. Tout était prévu. » Mais les expropriations ont fait avorter le projet. Alors Jeanine, son frère, sa mère et son père ont continué d'utiliser les pots de chambre. « L'année précédant notre départ forcé, nous avions un gros machin en bois, comme pour le vin, dans lequel on mettait tout. Lorsqu'il était

plein, on le vidait dans les prés. Ma mère étendait les draps au même endroit... Si vous saviez comme l'herbe était belle ! » Elle rit aux éclats.

Pas d'eau courante dans toutes les maisons

Lorsque la soif se faisait sentir, la petite famille allait chercher l'eau à la fontaine. Le village était desservi par un réseau potable, mais les habitations n'y étaient pas toutes reliées. Suzanne Dalmas se souvient des lessives au lavoir : « L'eau était gelée ! On laissait le linge blanchir à la Lune. L'électricité n'est arrivée qu'en 1933 ou 1934, bien avant l'eau courante en 1950... »

Pour le chauffage aussi, c'était "à l'ancienne". « On avait une grande cuisinière en fonte, dans la pièce de vie, qui fonctionnait tout le temps. Il y avait toujours de l'eau, dessus, qui restait chaude pour faire la toilette, dé-

taille Jeanine. L'hiver, maman mettait un matelas par terre, juste à côté. Je couchais là, bien au chaud. »

Trois téléphones

À l'école, Liliane Brun-Montaland et ses camarades étaient « de corvée de bois » pour alimenter constamment le poêle. Les enfants venaient avec leurs chaussons en hiver. Ils faisaient sécher les chaussures pleines de neige devant le feu... jusqu'à ce que le fioul débarque ! Et si un problème survenait, il fallait bien repérer où se trouvaient les téléphones : il n'y en avait que trois dans tout le village. L'hôtel bar-restaurant Le Faisan Doré et La Poste ne s'en sont dotés que peu de temps après la famille Dalmas. « Nous étions les premiers à le posséder. C'était comme à l'époque, avec l'opératrice au bout du fil. » Suzanne se rappelle encore de sa voix un peu lointaine et métallique.

font les grands souvenirs

Célèbre pour sa baignoire à moutons, « la 1^{ère} de la région »



Elle est désormais couverte de pierres, en partie dissimulée sous la végétation. Pour apercevoir la fameuse "baignoire à moutons", il faut ouvrir l'œil et faire attention où l'on met les pieds, une fois arrivés au sommet de la montée du Duc. Difficile d'imaginer que cet ouvrage endommagé était autrefois renommé. En 1945, « c'était la première baignoire de la région », assure Alain Costanzo, qui venait chaque été à Brovès. Malheureusement, aucun document ne le prouve. Ce long couloir creusé dans la terre était rempli d'eau et de produits antiparasitaires. Les éleveurs faisaient baigner leurs ovins les uns après les autres, une à deux fois par an, généralement juste avant la transhumance.

« Parfois ils traitaient les bêtes au retour, lorsqu'il avait beaucoup plu. Il y avait essentiellement du lindane dedans (un insecticide organochloré ndlr) », témoigne Lucette Fabre. Elle faisait tremper les quelque 600 brebis de ses parents, qui se secouaient vigoureusement à leur sortie. « Le spectacle attirait les curieux du canton et d'ailleurs », jure Alain. Lui-même se régala à regarder.

Deux foires pour les bestiaux

Des moutons, il y en avait plus de 5 000 sur la commune avant les expropriations. « Dans les années 1960, les cinq plus gros éleveurs de



Les moutons étaient traités au lindane une à deux fois par an, avant la transhumance ou à leur retour en cas de fortes pluies.

la région se trouvaient chez nous », indique "l'historien".

« Brovès » ne se nommerait pas ainsi pour rien. Selon la "Mission d'inventaire des richesses naturelles, actuelles et humaines de la commune de Brovès", menée en avril 1966 par l'association Escolle de lar [lire le premier épisode publié samedi dernier], le nom du village signifierait « parc aux ovins », soit *Barum-Ouium* en latin.

Deux foires étaient organisées cha-

que année en leur honneur : le dernier lundi de mai et le dernier lundi d'août.

Il y avait évidemment un marché. La tradition voulait que les potentiels acheteurs passent par l'accueil du *Faisan Doré* avant de conclure une vente... « Les gens débarquaient avec des liasses de billets dans la veste. Ils les laissaient dans la caisse de l'hôtel bar-restaurant de mes parents. » Gérard Léger a tout vu. Il a aussi parfois veillé.

« Durant la foire qui se déroulait au printemps, il y avait un sacré rituel, se souvient Liliane Brun-Montaland, amusée. On tuait le cochon. Mes parents achetaient des porcelets. Ils les engraisaient avec de bonnes choses le reste de l'année et l'un passait à la casserole en janvier, l'autre en février. Ce jour-là, c'était la fête au village ! Tous les hommes venaient tenir le porc, qui faisait 180 kg, pour le tuer. On partageait le repas avec qui le voulait. » Le bon temps.

Samedi prochain

Il y a cinquante ans, le destin des habitants de Brovès était scellé. Le 7 juin 1974, deux gendarmes de Callas frappèrent à toutes les portes, avis d'expulsions en main. Les derniers résidents ont ordre de faire leurs bagages. Et vite. Sept régiments, 2 500 soldats et 650 véhicules devaient investir le village du haut Var le lendemain. Depuis ce jour, Brovès a été rayé de la carte au nom de la raison d'État, au profit du plus grand camp militaire d'Europe, un outil précieux pour l'armée. Avec le temps, il a été oublié. Mais aucunement ignoré. À l'occasion de son triste anniversaire, *Var-matin* retrace son histoire tantôt douloureuse, tantôt joyeuse. Et laisse les derniers témoins vivants de ce grand bouleversement s'exprimer. Samedi prochain, découvrez l'histoire de la création de Canjuers. Une entrevue secrète aurait tout fait basculer...

Une partie de l'école transformée en discothèque

Ils étaient une centaine à vivre toute l'année à Brovès, mais les enfants étaient peu nombreux à fréquenter l'école. Celle-ci a par ailleurs été reconstruite en 1955, sur la colline. C'était le bâtiment le plus récent du village.

Maryse Dalmas sourit : « Si nous étions une dizaine, c'était le bout du monde. »



L'école était le bâtiment le plus récent du village.

Tous étaient regroupés en classe unique. Liliane Brun-Montaland y a fait toute sa scolarité, de la maternelle aux cours préparatoires du certificat d'études primaires. « Mais dès la sixième, on partait à Bargemon en navette. »

Elle, était hébergée la semaine chez sa cousine. « Je revenais le mercredi soir parce que je n'avais pas école le jeudi. Et j'y retournais le vendredi matin jusqu'au samedi soir. »

Pour le lycée, certains s'en allaient à Lorgues ou Draguignan.

Elle a fermé dans les années 1970

Les enseignants ne restaient que quelques années ici. Ils étaient logés au sein même de l'établissement, dans un appartement de fonction. « Dans les années 1970, nous n'étions pas assez nombreux pour faire tourner l'école. Alors elle a fermé. L'appartement d'instituteurs, lui, a été mis à notre disposition. C'était notre night-club ! »

Les marchands annoncés au clairon

Jeanine Dani est catégorique : « On ne manquait de rien.

Tout le monde avait des poules, des moutons, des vaches, le potager... » Un poissonnier débarquait sur la place une fois par semaine. Alain Costanzo s'en souvient comme si c'était hier. « Il venait tous les vendredis et se mettait juste en face de la fontaine. Il savait se faire entendre ! » N'était-ce pas plutôt le vacarme de Jean-Paul Funel ? « Ma grand-mère me faisait annoncer l'arrivée du marchand au clairon... » Il s'en donnait à cœur joie.

Un boucher passait également une fois par semaine. Le courrier, quant à lui, était distribué par le dernier maire du village en personne, Félix Lambert. Les familles prenaient leur pain à la boulangerie, autrefois « réputée ». Une fois les fournées épuisées, le boulanger laissait le

four à bois s'embraser pour que les cuisinières y fassent cuire leurs gratins, quiches et autres mets.

Lorsque cela mijotait, elles en profitaient pour faire leurs emplettes chez madame Blanc, la tenancière de l'unique épicerie. « Il fallait envoyer une pierre contre la gouttière pour l'appeler quand c'était fermé », se souvient Jean-Paul Funel.

Pour le reste, les Brovésiens devaient se rendre dans les villages alentour. La gendarmerie, le médecin et le coiffeur étaient situés à Comps-sur-Artuby. « Il n'y avait qu'une seule navette qui reliait tous les villages du haut Var. Elle passait à 6 h 30 et 17 h 30, raconte Lucette Fabre. C'était tout petit ! Une quinzaine de places seulement. Le chauffeur s'appelait Léon et parlait provençal ! »

Il y a 50 ans, Brovès disparaissait

Dans le viseur de l'armée

3/8 Le plus grand camp militaire d'Europe prend place sur 35 000 hectares en 1974, absorbant le village de Brovès. Mais avant lui, le gouvernement avait déjà projeté d'y installer un champ de tir... à trois reprises !

Plus d'un siècle avant que l'armée ne s'installe définitivement sur 35 000 hectares dans le haut Var, le 8 juin 1974, il y avait déjà eu trois projets de camp militaire. Le premier remonte à... 1873 ! Alain Costanzo, surnommé « l'historien » par les membres de l'association des Anciens et Amis de Brovès, a fouiné des jours entiers dans les archives du Département pour en retrouver la trace.

« Le 19 juin, on apprend que le gouvernement projette d'y placer un champ de tir et d'y effectuer des manœuvres militaires dans le cadre de la réorganisation de l'armée française initiée par le président Adolphe Thiers, à la suite de notre défaite contre les Prussiens en 1871 », rapporte-t-il.

Location de terres au 21^e RIMa

Le projet se veut révolutionnaire. Mais il reste dans les tiroirs. Les choses deviennent plus concrètes un demi-siècle plus tard. Un beau matin de 1931, les habitants de Brovès sont réveillés par les détonations des canons. Stupeur ! Un champ de tir s'est installé dans le vallon de Clos Magnan, non loin du village. Personne ne peut rien y faire : plusieurs propriétaires louent leurs parcelles au 21^e Régiment d'infanterie de marine (RIMa) de Fréjus.

Deux zones de tir, implantées l'une en face de l'autre, sont répertoriées. Michel Delannoy, réserviste à Canjuers et au Musée de l'artillerie de Draguignan, indique qu'on y tirait « au canon 75, dit "classique", et 155 CR, "gros calibre". Après la Seconde Guerre mondiale, on tirait toujours au canon 75, mais aussi au 105 HM2 américain ».

Selon Alain Costanzo, les tirs n'étaient pas quotidiens. Mais ils suffisaient à inquiéter les voisins. Leurs craintes se sont confirmées vingt-trois ans plus tard. Le caractère militaire de ce terrain est officialisé le 28 juin 1954. Pire encore : il va s'étendre. « Au départ, il est prévu sur 25 000 hectares répartis sur treize communes », détaille « l'historien ». Brovès, par chance, est préservé. Mais cela ne va pas durer. Peu à peu,

les contours du camp se précisent. La création du lac de Sainte-Croix⁽¹⁾ modifie finalement son emprise : « Il perd 6 000 hectares, Aiguines et Beaudinard-sur-Verdon ne sont plus concernés. Brovès, quant à lui, est amputé de 124 hectares. »

Oublié le temps de la guerre

Nouveau coup de théâtre ! La guerre d'Algérie éclate. « Et le projet semble jeté aux oubliettes. » Si seulement... Dès 1962, les rumeurs sur la création du camp de Canjuers parviennent aux oreilles des villageois. Le Syndicat de défense des propriétaires et habitants du haut Var se constitue illico. Mais le 30 août, le camp est confirmé. Il couvrira bien 35 000 hectares. Il absorbe intégralement Brovès, Vérignon, ainsi qu'une dizaine de hameaux des alentours.

« Une note explicative des besoins de l'armée et du choix de la zone est publiée par les autorités militaires le 12 avril 1963. Le site a donc été retenu car il est l'un des moins peuplés de France. Il y a également peu d'industrie et le climat est plutôt favorable », précise Alain Costanzo.

Les habitants se soulèvent instantanément : le Comité de défense des Brovésiens est créé trois jours plus tard. Les deux associations se déchirent. « Il y a une grosse fracture entre elles pour garder le village. Le comité veut limiter la casse, alors que le syndicat tente, lui, de préserver les intérêts financiers des habitants. »

Faux espoir

Nouveau rebondissement : Vérignon n'est plus concerné par le projet. « Une nouvelle commission a étudié la possibilité d'exclure aussi Brovès en fin d'année. » Faux espoir. Le 17 février 1964, le ministre des Armées, Pierre Messmer, confirme que le village et les hameaux de Comps-sur-Artuby restent concernés. Le futur camp s'étendra sur quatorze communes, récupérera les terres de 1 032 propriétaires (dont 104 n'ont jamais pu être identifiés) et expropriera



En 1931, les soldats du 21^e RIMa tiraient déjà au canon 75 dit "classique" et au 155 CR, "gros calibre", non loin du village de Brovès.

270 habitations (soit environ 300 personnes). « Les habitants pourront rester chez eux, comme promis initialement, mais auront un délai de dix ans pour quitter les lieux. » La messe est dite.

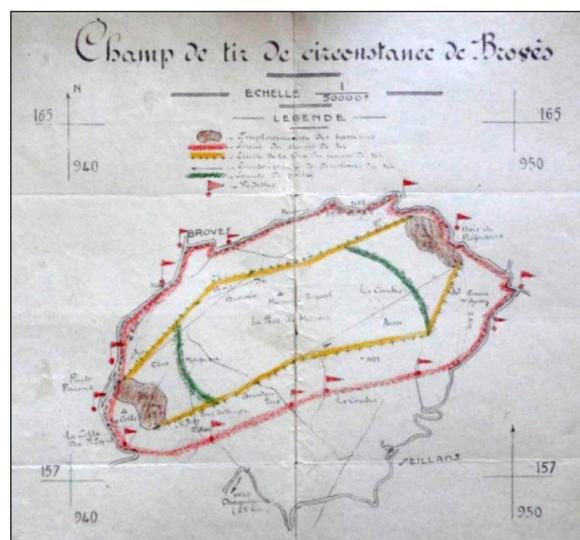
1. Lire les dix épisodes de notre série sur les 50 ans de sa création, publiés chaque samedi de juillet à septembre 2023.

Dossier : Anaïs GRAND
agrand@nicematin.fr
Photos : DR et Anciens et Amis de Brovès

Samedi prochain

Il y a cinquante ans, le destin des habitants de Brovès était scellé. Le 7 juin 1974, deux gendarmes de Callas frappaient aux portes, avis d'expulsions en main. Les derniers résidents ont ordre de faire leurs bagages. Et vite. Sept régiments, 2 500 soldats et 650 véhicules devaient investir le village du haut Var le lendemain. Depuis ce jour, Brovès a été rayé de la carte au nom de la raison d'État, au profit du plus grand camp militaire d'Europe, un outil précieux pour l'armée. Avec le temps, il a été oublié. Mais aucunement ignoré. À l'occasion de son triste anniversaire, *Var-matin* retrace son histoire tantôt douloureuse, tantôt joyeuse. Et laisse les derniers témoins vivants de ce grand bouleversement s'exprimer. Ces derniers raconteront, samedi prochain, leur 7 juin. Certains expropriés se sont retrouvés à la rue du jour au lendemain. Ils ont vu la mairie être transférée, puis La Poste fermer et le cimetière se vider...

Scannez ce QR code pour visionner notre vidéo de présentation.



Un champ de tir de circonstance avait été installé à proximité du village. Les militaires louaient des terres aux agriculteurs.

Une entrevue secrète aurait tout fait basculer

Les anciens de Brovès ont toujours cherché le responsable de leur malheur. La majorité désigne une personne : Édouard Soldani.

Ils en sont certains, l'ancien maire de Draguignan a tout fait pour que le plus grand camp militaire d'Europe devienne un voisin. « Une entrevue secrète s'est tenue le 15 février 1963 entre Soldani et le général Houssaye. On pense que tout s'est décidé là, bien que rien n'ait jamais filtré officiellement », retrace Alain Costanzo.

Selon les villageois, celui qui était aussi président du conseil général du Var⁽¹⁾, aurait négocié l'installation des écoles

militaires à Draguignan. À condition que le camp voit le jour, évidemment. « Bizarrement, tout s'est accéléré juste après. »

Le Premier ministre d'alors, Georges Pompidou, annonce à Toulon que tout est signé. Le mois suivant, Pierre Messmer, ministre des Armées, confirme le regroupement des écoles d'artillerie de la région dans la cité du Dragon. Lequel sera effectif le 30 mai 1963.

« L'inauguration des écoles a tardé. Elle a eu lieu en 1976, la même année de la création du 60^e régiment d'artillerie », indique Michel Delannoy, ex-militaire.

1. L'ancien nom du conseil départemental du Var.

depuis plus d'un siècle



« Personne ne nous a soutenus »

N'allez surtout pas dire que les Brovésiens ne se sont pas battus pour garder leur village ! Des dizaines de lettres ont été écrites – au gouvernement, aux maires des alentours, à l'armée, au Département – et plusieurs manifestations hostiles à la création du camp militaire de Canjuers ont été organisées au fil du temps.

La première date du 15 avril 1963, sept mois après l'annonce officielle. Un autre rassemblement s'est formé le 15 septembre, mais la gendarmerie de Comps-sur-Artuby a rapidement levé le blocage.

Celle que tout le monde garde en mémoire s'est déroulée peu de temps après, le 3 novembre de la même année. « C'était à l'initiative du Mouvement de la paix. Elle a rassemblé entre 3 000 et 5 000 personnes ! Les forces de l'ordre parlaient de 2 000 personnes. Il n'empêche que c'était énorme pour le village », raconte Alain Costanzo, un ancien habitant.

« Sauvez-nous Brovès » sur les bulletins de vote

Lui, n'y était pas. Mais Gérard Léger, si. Le fils du tenancier du bar hôtel-restaurant « Le Faisan Doré » a participé à toutes les manifestations. Il se souvient davantage de celle-ci : « J'avais mis une moissonneuse-batteuse en travers de la route. Une pétition tournait. » Claude Prévitali les a rejoints plus tard avec Jean-Paul Funel. « J'étais trop jeune. » Lui, qui ne venait que l'été, se souvient « d'avoir barré les accès au village et d'avoir fait un méchoui dans un hangar en 1971 ou 1972 ». Les anciens servaient l'apéritif à ceux qui tentaient de traverser le petit bourg. « C'était



Quelques manifestations ont été organisées. La plus connue reste celle de novembre 1963, initiée par le Mouvement de la paix. Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées à Brovès.

pacifique et bon enfant. »

Liliane Brun-Montaland, elle, n'y est jamais allée. Elle n'avait qu'une dizaine d'années. « Mais j'en entendais beaucoup parler à la maison. J'ai souvent vu ma mère pleurer. Mon père très triste. » Suzanne Dalmas en a encore le cœur serré. « Personne ne nous a soutenus. Pas même les villages alentour. C'était le pot de terre contre le pot de fer... » Et elle n'est pas la seule à le clamer.

Alain Costanzo prend des pincettes. Selon les archives qu'il a longuement épluchées, des associations s'étaient constituées. « Dix-huit maires s'étaient aussi réunis à Comps-sur-Artuby pour

nous soutenir. » Sans oublier la grève administrative.

On raconte qu'il y avait foule, en juin 1963, pour la procession de la Saint-Romain à la chapelle homonyme. « C'était très émouvant. Mais il n'y avait aucun parlementaire ni conseiller général présent », souligne-t-il.

En 1965, à l'occasion de l'élection présidentielle, quarante-quatre Brovésiens ont tenté de faire entendre leurs voix en glissant des votes nuls dans les urnes. Sur les bulletins, tous avaient écrit : « Sauvez-nous Brovès ».

Mais rien n'y a fait. Les derniers ont été expropriés le 7 juin 1974.

Les travaux ont démarré bien avant les expropriations

L'aménagement du camp militaire de Canjuers a démarré bien avant les expropriations de Brovès et des hameaux alentour. Les tirs, aussi. On les entendait déjà un an avant le lancement des travaux. Michel Debré, le ministre de la Défense, a déposé la première pierre le 15 décembre 1970, le long de la D 955, à Montferrat. « Une plaque commémorative avait été installée à l'entrée du camp bâti, sur un gros rocher, mais elle a disparu depuis », indique Michel Delannoy, réserviste au Musée de l'artillerie de Draguignan. Des dizaines de bâtiments ont surgi une quinzaine d'années plus tard.

Un bataillon spécialisé créé

Quand les militaires ne s'entraînaient pas aux canons, ils étaient chargés de la construction des nombreux bureaux et entrepôts. « Ils étaient logés sous tente, puis dans des baraques métalliques "Fillod". » L'ex-militaire les a lui-même connues. Une douzaine d'entre elles sont toujours utilisées aujourd'hui par le régiment du génie.



Le 61^e Bataillon Mixte de Génie Légion a été créé spécialement pour superviser et poursuivre les travaux du camp bâti.

« Au départ, il n'existait pas d'unité particulière pour diriger le chantier. Ce n'est qu'un an plus tard, en 1971, que le 61^e Bataillon mixte de génie légion a été créé. Ces militaires étaient chargés de concevoir le camp bâti, mais aussi les 400 kilomètres de pistes, le pas de tir Les

Amandiers, les deux aires de bivouac ainsi que l'aménagement des fermes. » Ils s'en iront treize ans plus tard. « Ils ne servaient plus à grand-chose. En 1984, tout était quasiment terminé. »

L'infirmerie flambant neuve était pourvue de 75 lits. Cinq médecins,

huit infirmiers, un pharmacien et un dentiste étaient aux petits soins des soldats. Le petit hôpital aurait disparu en même temps que les appelés du contingent, en 2001.

Peu d'archives retrouvées

Selon une archive vidéo de 1976,

publiée sur le site de l'Institut national de l'audiovisuel, « 70 millions de francs ont été nécessaires à l'achat des terrains, et 10 millions pour les aménager ».

Michel Debré, quant à lui, parlait de 500 millions de francs répartis sur 12 ans. Le montant comprenait les aménagements, l'équipement, l'école d'artillerie ainsi que la création de 400 logements militaires. « Il y a eu de graves accidents et des morts pendant la construction du camp. Des stèles installées en leur mémoire sont toujours visibles. Certains sont morts en 1975, 1977, 1982... » Impossible d'en connaître le nombre exact.

Michel Delannoy assure n'avoir retrouvé que très peu d'archives retraçant l'histoire du camp militaire. « On a des témoignages oraux. Mais on ne sait pas pourquoi, on n'a quasiment rien retrouvé d'écrit. C'est compliqué d'en savoir davantage. »

Lui, a glané des documents auprès d'un colonel en début d'année 2024. Lequel avait offert un dossier papier composé d'archives de 1962 et 1964 à Canjuers.

Il y a 50 ans, Brovès disparaissait

Vendredi 7 juin 1974 :

4/8 Au petit matin, ce vendredi-là, les militaires du 60^e régiment d'artillerie de Canjuers vident Brovès de ses derniers habitants. À 16 heures, il n'y a plus personne. Le traumatisme est encore vif, 50 ans après.

Le jeudi 6 juin 1974, la plupart des Brovésiens ont déjà quitté le village. Les vingt-deux derniers habitants s'affairent dans les fermes, les potagers, les maisons. Les enfants jouent à la marelle dans les ruelles. « *Les délais des expropriations courraient de six mois en six mois depuis deux ans, se souvient Liliane Brun-Montaland (alias Lilette). On pensait que ça n'allait jamais avoir lieu.* »

La réalité tambourine à leur porte quelques heures plus tard. Deux gendarmes de Callas déboulent, papiers officiels en main. Ils font le tour des quartiers des Georges, du Duc et de l'Apié.

« *Vous avez ordre de partir.* »

Quand ça ? Le lendemain.

Aucune négociation possible.

Les visages perdent leur éclat. Les larmes roulent sur les joues des villageois. Le maire, Félix Lambert, tente de résister jusqu'au bout. Il suspend une banderole trouée par les mites : « *Nous sommes là par le travail de nos aïeux. Nous n'en partirons que par la force.* »

La famille Dalmas, elle, passe la nuit sur la terrasse à l'affût des képis. Inutile... Ils seront congédiés le lendemain.

L'eau et l'électricité coupées dès 6 heures

Ce matin-là, mauvaise surprise. L'eau et l'électricité ont été coupées. Plus aucune maison n'est alimentée. « *Un jeune récalcitrant a rouvert les vannes en cachette* », confie Lilette. Elles ne le resteront pas longtemps.

Des militaires du 60^e régiment d'artillerie débarquent dans le village à 6 heures pétantes. Le raffut des véhicules, venus de Can-

juers, arrache les derniers résistants à leur sommeil. Il est l'heure de faire les valises. Et vite. « *On a fait durer le déménagement jusqu'au bout. Les soldats ont attendu longtemps pour le chargement* », raconte Maryse Dalmas. Son neveu, Frédéric, avait trois ans. Il se souvient de la scène, « *traumatisante* » : « *Je voyais les soldats prendre les meubles. L'un d'eux était encore plein de verres ! Ils s'entrechoquaient et cassaient. Mes tantes étaient dépitées.* »

« On nous a foutus dehors »

Les hameaux des communes voisines n'ont pas échappé non plus à ce malheur. Deux ans auparavant, les habitants de Saint-Bayon, Chardan, Guent, Sauvechane (à Comps) et Lagne (à Ampus) avaient déjà été expulsés.

Gilbert Guichard est encore au bord des larmes, cinquante ans plus tard. « *On nous a foutus dehors, comme des malpropres, le 19 mars 1972. On est partis avec le tracteur, la remorque et les guenilles dessus.* » Il vivait à Chardan depuis 30 ans. « *Le pire, c'est que je faisais des parties de tennis avec celui qui nous a chassés !* »

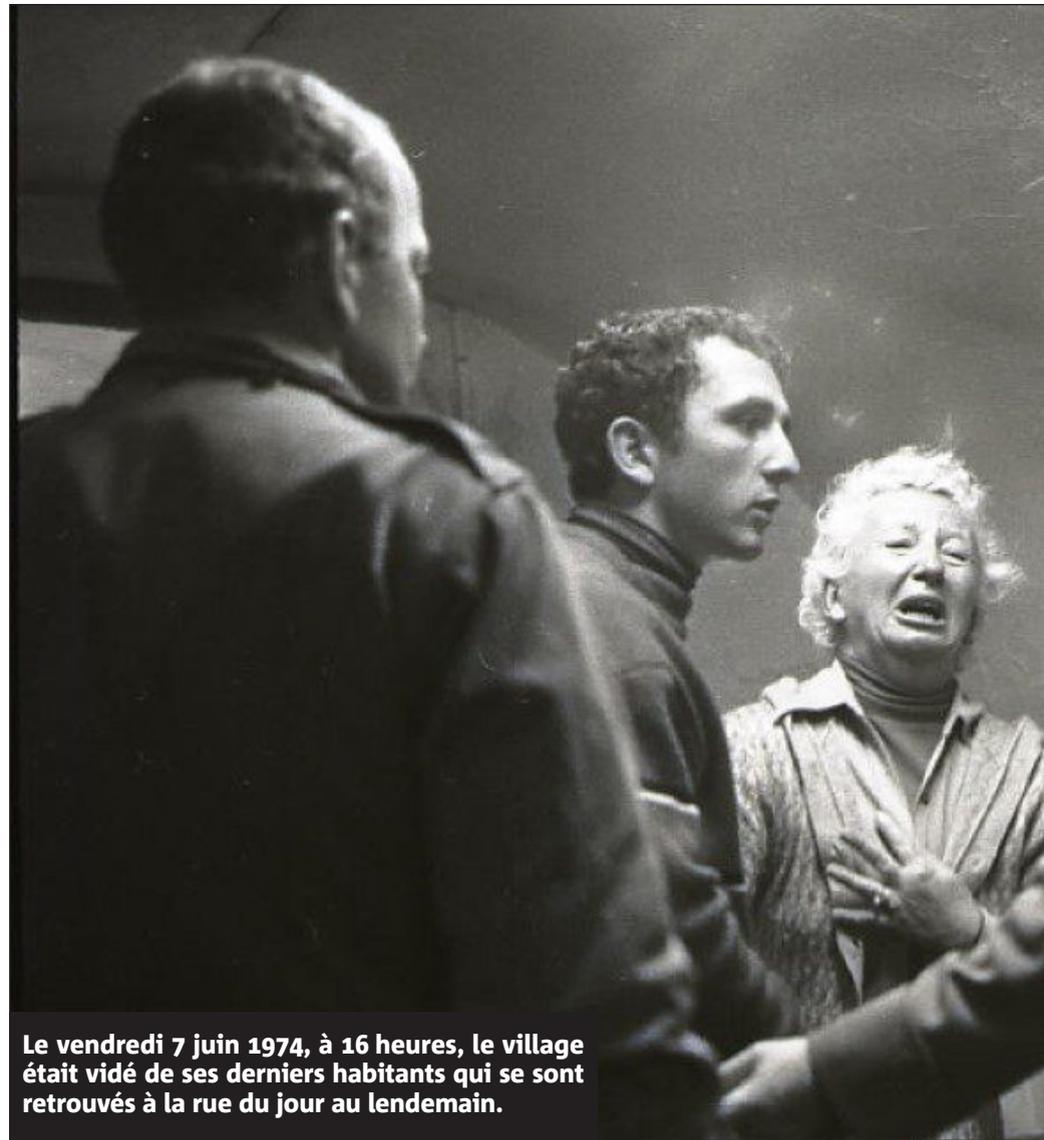
Dans le centre de Brovès, ce vendredi 7 juin 1974, c'est la désolation.

Lucette Fabre, alors âgée de 24 ans, rend à contrecœur les clefs de la maison de famille aux hommes en treillis, stoïques.

« *Mon père n'en avait pas le courage...* »

Ils bradent leurs 500 moutons dans l'urgence et se retrouvent « *le bec dans l'eau* » d'une seconde à l'autre. Ses sœurs regardent, le cœur lourd, les dizaines de camions se remplir.

Le boulanger s'en va sans se retourner vers



Le vendredi 7 juin 1974, à 16 heures, le village était vidé de ses derniers habitants qui se sont retrouvés à la rue du jour au lendemain.

son four à bois. Les yeux bleu porcelaine de Baptistin Brun s'embuent lorsqu'il aperçoit sa vieille dégauchisseuse de menuisier s'élever au bout de la flèche du camion-grue⁽¹⁾. Germaine Fabre quitte Paresse, sa ferme, en laissant un tas d'objets et de souvenirs derrière elle.

À 16 heures, c'est fini.

Les deux cloches en fonte ne sonnent plus. La boulangerie est vide. La baignoire à mou-

tons aussi. On n'entend plus les bêtes bêler. Brovès disparaît.

1. Les faits ont été rapportés à l'époque dans la presse locale.

Dossier : Anaïs GRAND
agrand@nicematin.fr
Photos : DR, Anciens et amis de Brovès

« Les tombes étaient entreposées dans l'église le temps de leur transfert vers Seillans »

Les derniers habitants sont partis le 7 juin 1974, mais le village se vidait déjà les années précédentes.

Les maisons secondaires étaient mises en vente les uns après les autres dès l'annonce officielle de la création du camp militaire de Canjuers, durant l'été 1963.

La mairie déménage

Il ne restait que dix-sept foyers le jour des expropriations. « *Et une dizaine de permis de construire étaient toujours en cours d'instruction* », rapporte Alain Costanzo, que les membres de l'association des Anciens et amis de Brovès surnomment « l'historien ».

Le 27 mai 1974, les archives

de la mairie de Brovès déménagent à Seillans, dans le pays de Fayence. Félix Lambert passe de maire à adjoint spécial chargé des affaires brovésiennes.

L'église est cadennassée trois jours après. Et le bureau de poste, ouvert en 1921, ferme définitivement ses portes.

Dernière fête en 1973

La dernière réunion des habitants s'était tenue un an auparavant, le 12 août, lors de la fête de la Saint-Romain. Cette même année, le Faisan doré, alors unique hôtel bar-restaurant du village (qui faisait aussi salle de catéchisme et de conseil municipal), disparaissait lui aussi. « *Je parlais faire mon service militaire à Djibouti*



Personne ne sait vraiment quand la boulangerie et l'épicerie de Madame Blanc ont fermé.

et mes parents n'avaient pas de voiture, alors ils ont pris la décision de déménager à Nice », justifie Gérard Léger,

le fils des tenanciers. Personne ne sait vraiment quand l'épicerie de Madame Blanc ni la boulangerie, ré-

putée pour son four à bois, ne baissent leur rideau.

Vingt-deux exhumés

Le moment le plus douloureux, pour Philippe Fabre, reste le 20 décembre. Cinq jours avant Noël, les corps du « nouveau » cimetière étaient exhumés à l'entrée de Brovès. Vingt-deux « *tombes étaient entreposées dans l'église le temps de leur transfert en 1974* » vers Seillans, se rappelle le berger. « *Il a fallu réclamer les corps. Puis, les pompes funèbres sont venues se charger du déménagement.* »

Les dépouilles esseulées ont été placées dans un grand ossuaire. Toutes reposent aujourd'hui à Brovès-en-Seillans.

En chiffres

■ 22 personnes ont été chassées du village, le 7 juin 1974.

■ Les militaires du 60^e régiment d'artillerie de Canjuers sont arrivés à 6 heures, le vendredi.

■ 17 véhicules ont aidé les derniers habitants à déménager. Le *Canard Enchaîné* faisait quant à lui état de « 50 camions et une grue ».

■ 500 brebis étaient encore sur place, au moment des expropriations.

■ 7 régiments forts de 2 500 hommes ont investi le camp militaire de Canjuers dès le lendemain, accompagnés par 650 véhicules.

■ 1972 : la date à laquelle les hameaux ont, eux, été expropriés.

leur vie a basculé



Scannez ce QR code pour visionner notre vidéo de présentation.

Des dizaines d'hébergements à trouver dans l'urgence

Les derniers brovésiens sont dévastés. Où vont-ils dormir ce vendredi soir ? Certains n'en ont pas la moindre idée. Ils ont quitté le village « *en catastrophe* ». Sans un sou en poche.

Ils n'ont eu qu'un lopin de terre offert par les mairies de Seillans et de La Roque-Esclapon en guise de consolation. « *L'attribution des lots s'est faite par tirage au sort en avril, même pas deux mois avant ce jour-ci, retrace Alain Costanzo. Les habitants avaient trois ans pour reconstruire. Et avec leur argent !* »

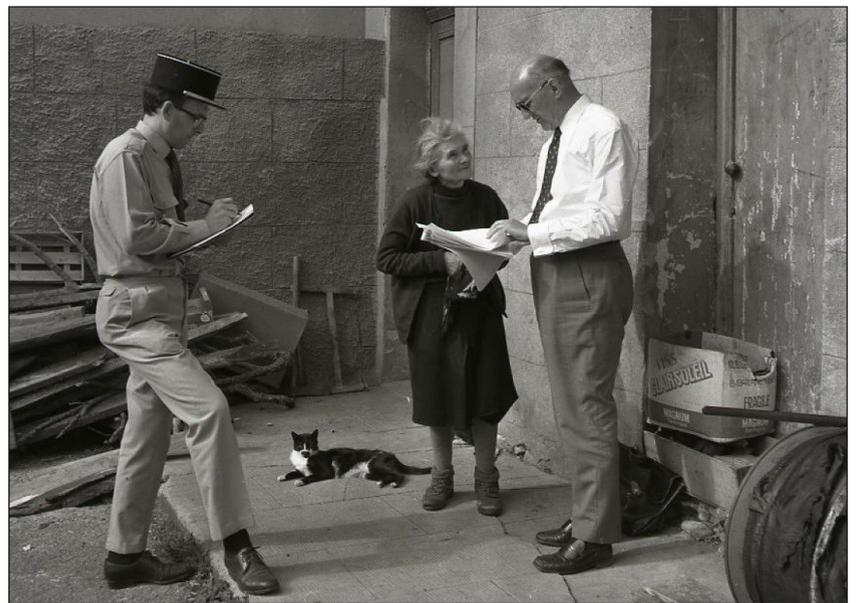
Si le délai n'était pas respecté, la commune récupérait automatiquement la parcelle.

Ceux qui avaient anticipé ont pu récupérer un peu d'argent en vendant leur maison à l'État. « *Mais les montants des estimations, arrêtés en 1968, ont été largement sous-évalués. D'autant qu'une réactualisation avait été refusée quelques années après.* » Alain Costanzo n'en revient toujours pas : « *Notre maison de village, qui était située sur la place et qui avait été refaite à neuf, a été rachetée pour 5 000 anciens francs, à l'époque.* »

Ils ont investi une maison « inhabitable »

Lors des expropriations, aucuns travaux de construction n'avaient été lancés. Lucette Fabre (née Dalmas) et ses parents ont ainsi trouvé refuge en urgence à Comps-sur-Artuby, chez son beau-père. Elle partageait sa chambre avec ses cinq sœurs et son frère. « *Ce n'était pas une maison habitable. On suspendait des sacs en toile de jute pour faire des cloisons.* »

La famille y est tout de même restée pendant trois mois. Le temps leur sem-



Deux gendarmes de Callas étaient venus le 6 juin 1974 pour distribuer les avis d'expulsion aux derniers habitants de Brovès.

blait interminable. Puis, ses parents ont trouvé une location au Muy. Suzanne, elle, est partie vivre à Saint-Laurent-du-Var.

Germaine Fabre, qui vivait dans la ferme de Paresse, en bas du village, s'en est allée payer un loyer chez un oncle, à Bargème. « *On avait emmené les bêtes à la montagne. Puis, on a acheté une maison à La Roque-Esclapon.* »

Liliane Brun-Montaland a eu plus de chance. Son père avait construit un cabanon de ses propres mains dans la pinède de Bargème, quelques années en arrière. Elle s'y est installée avec ses parents. Elle l'a seulement quitté cette année, au printemps, pour déménager à Roquebrune-sur-Argens.

Les militaires ont proposé à quelques-uns de les loger provisoirement, à Dra-

guignan, dans des appartements de fonction. Tous n'ont pas accepté. Et ça se comprend.

Le schéma se répète pour Maryse dans le Larzac

« *Au final, on s'est éparpillés dans le département. D'autres ont carrément quitté la région.* » Suzanne a pleuré pendant « *vingt ans* ».

Maryse, elle, a revécu le même événement traumatique à Saint-Affrique : « *Quand j'ai déménagé dans l'Aveyron, il y avait encore la lutte du Larzac. Les habitants se sont battus de 1971 à 1981 contre l'extension du camp militaire sur le causse. Je me souviens que tout le monde achetait un mètre carré de terrain pour éviter l'agrandissement. J'en ai été témoin.* » Encore.



La date des expropriations était reportée de six mois en six mois pendant deux ans.

Le départ commémoré durant toute une semaine, début août

L'association des Anciens et amis de Brovès comptent bien fêter le cinquantenaire de ce triste anniversaire. Mais au lieu de donner symboliquement le coup d'envoi le 7 juin, les rendez-vous – gratuits – se succèdent sur quatre jours, début août.

Voici le programme :

■ lundi 5 août :

16 heures : inauguration de l'exposition « Brovès : vie et mort d'un village du Haut-Var » dans la salle des 1 000 clubs à La Bastide (588 route de Comps). Elle sera visible jusqu'au jeudi, de 16 heures à 17 h 30.

18 heures : conférence « Brovès, un village sacrifié », animée par Alain Costanzo dans la salle des fêtes du



Le vendredi, le 60^e régiment d'artillerie de Canjuers débarquait pour aider les habitants à déménager.

Collet à La Roque-Esclapon (405 route de Brovès).

■ mardi 6 août :

16 heures : hommage rendu à André Mazuque, créateur du lotissement et pose d'un totem commémoratif aux

Hauts de Brovès, à La Roque-Esclapon.

18 heures : diffusion du film *Les Inaudibles*, réalisé par Didier Mir, à la salle des fêtes du Collet, dans le vil-

■ mercredi 7 août :

17 heures : diffusion du court-métrage *Oublier Brovès*, réalisé par Florence Basilio, à la salle des fêtes du Collet, à La Roque-Esclapon.

18 heures : diffusion du film *Brovès, le village de mon grand-père*, réalisé par Marc Moitessier, toujours au même endroit.

■ jeudi 8 août :

10 heures : visite guidée du village de Brovès. Rendez-vous est donné le long de la RD25, à l'entrée nord de l'ancien village.

12 heures : pique-nique festif et animé par Claude Previtali en bas de Bargème. Inscription obligatoire par mail, à ancienstamisdebrovès@gmail.com.

Samedi prochain

Il y a cinquante ans, le destin des habitants de Brovès était scellé. Le 7 juin 1974, deux gendarmes de Callas frappaient à toutes les portes, avis d'expulsions en main. Les derniers résidents ont ordre de faire leurs bagages. Et vite. Sept régiments, 2 500 soldats et 650 véhicules devaient investir le village du haut Var le lendemain.

Depuis ce jour, Brovès a été rayé de la carte au nom de la raison d'État, au profit du plus grand camp militaire d'Europe, un outil précieux pour l'armée.

Avec le temps, il a été oublié. Mais aucunement ignoré.

À l'occasion de son triste anniversaire, *Var-matin* retrace son histoire tantôt douloureuse, tantôt joyeuse. Et laisse les derniers témoins vivants de ce grand bouleversement s'exprimer.

Samedi prochain, partez à la découverte du « nouveau » Brovès, reconstruit à Seillans, dans le pays de Fayence. Alors que trois familles s'y étaient installées au départ, il ne reste plus qu'Alice Fabre, âgée de 94 ans.

Il y a 50 ans, Brovès disparaissait

Les désaccords autour

5/8 Les municipalités de Seillans et de La Roque avaient gracieusement offert 68 terrains pour rebâtir le village, deux mois avant les dernières expropriations de Brovès. Mais le résultat n'est pas celui escompté par les anciens habitants, qui les ont vendus...

Il y avait Brovès. Maintenant, il y a Brovès-en-Seillans. Un hameau reconstruit précipitamment à une trentaine de kilomètres plus au sud-est, le long de la D 562, à l'embouchure du pays de Fayence, quelques mois après les dernières expropriations menées le 7 juin 1974. En guise de lot de consolation, la mairie de Seillans offre, le 10 avril 1974, 19 hectares et 43 terrains constructibles (*lire ci-contre*). Elle fait même installer un panneau d'entrée bordé de rouge. Les Brovésiens ont bon espoir de reconstituer leur village disparu. Mais le nouveau Brovès s'est déguenillé du charme de l'ancien. Désormais trop vide. Trop calme. Trop résidentiel. Trop commémoratif.

« Le quartier est mort »

La source du Poucet, le quartier des Georges et le dernier maire, Felix Lambert, ne sont pas ici ; les rues n'en portent que les dénominations. Les brochettes de maisons mitoyennes typiques des années 1970 font face à une grande place recouverte de gravier. Les narcisses n'y ont jamais fleuri. Depuis, les lotissements et une zone d'activité se sont développés autour. Rien n'indique le chemin vers le cimetière, ni ne précise que vingt-deux tombes ont été déplacées jusque-là. Seules trois familles s'y sont installées à la fin des travaux, en 1976. Seulement aujourd'hui, il ne reste plus qu'Alice Fabre, 94 ans. Ses sœurs et Liliane Brun-Montaland, née à Brovès et présidente de l'asso-

ciation Les Anciens et Amis de Brovès, passent régulièrement la voir. Mais elles ne s'y attardent jamais. « *Le quartier est mort.* » Jean-Claude Gal s'attable à la terrasse de la boulangerie, le seul commerce du secteur. La tête entre les mains, cet habitant de Seillans fustige : « *Il n'y a rien ici, même pas d'âme ni d'animation.* »

Vingt-cinq maisons à La Roque-Esclapon

Il n'y a pas davantage de vie à La Roque-Esclapon. Une vingtaine de maisons sont aussi sorties de terre sur les hauteurs du village. « *Au départ, 25 terrains avaient été donnés par la municipalité* », indique Alain Costanzo, que les membres de l'association des Anciens et Amis de Brovès surnomment « l'historien ». Les parents de Jeanine Fabre (née Dani) en ont obtenu un. « *Ils ont pu choisir leur emplacement.* » Et ont fait appel à un promoteur immobilier. La construction de leur maison démarre alors. Mais les soucis arrivent plus tard. « *L'entreprise a fait faillite. Les bâtisses n'étaient pas terminées. La nôtre non plus.* » Las des mésaventures, ils finissent par vendre une chape en béton et quatre murs dégnés à un ouvrier du barrage de Castillon (Alpes-de-Haute-Provence). « *Je le regrette. J'aurais bien aimé vivre là-bas. J'aimais beaucoup le quartier.* » « Les Hauts de Brovès » a été gravé sur une plaque en acier, solidement scellée à un petit rocher entre les deux rangées d'habitations. Les entrées font face à cinq garages.



Jean-Claude Gal, un Seillanais, fustige le manque d'animation au hameau de Brovès-en-Seillans.

Les volets des dix maisons sont fermés depuis longtemps. Le lotissement n'a rien de convivial, lui non plus... Les Brovésiens se sont fait une raison : « *Le village, on ne le reconstruira pas.* »

Dossier :
Anaïs GRAND
agrand@nicematin.fr
Photos : Philippe ARNASSAN



Les "Hauts de Brovès" sont composés de dix maisons construites les unes en face des autres, à La Roque.

Rachat des maisons par l'État : « une arnaque monstrueuse ! »

« *Ça nous donne la rage quand on entend dire que nous nous sommes enrichis sur le dos des expropriations. C'est une légende. Ça a été une arnaque monstrueuse !* » Alain Costanzo a des raisons d'être agacé : sa maison de vacances a été vendue à l'État pour « seulement » 5 000 anciens francs... soit 11,21 euros ! Elle était « *idéalement située* » sur la place du village et avait été « *renovée* ». Les parents d'Odile Laugier, qui ne venaient à Brovès que l'été, ont quant à eux cédé un bosquet. « *C'était un centime d'ancien franc par mètre carré, se souvient leur fille. Ça nous avait traumatisés.* »

Des règles « strictes » à suivre pour rebâtir

Ils ont tout de même eu la chance de partir avec quelque chose en poche. Les vingt-deux derniers habitants ont, eux, été congédiés sans un sou, le 7 juin 1974. Ils ont dû trouver un logement en urgence, le temps de reconstruire une

maison à La Roque-Esclapon, sinon à près de 7 kilomètres du centre de Seillans. Ici, les travaux ont duré deux ans. Ils ont démarré en 1974, soit quelques mois après leur attribution par tirage au sort. Cela faisait pourtant quatre ans que la commune du pays de Fayence avait offert les 43 terrains... En 1976, seules trois bâtisses étaient complètement construites. « *Trois autres étaient en cours d'édification et deux permis de construire étaient accordés. C'est peu, maugrée Alain Costanzo. En plus, il y avait des conditions strictes et un cahier des charges costaud.* » Les propriétaires ne pouvaient pas attendre plus de trois ans pour rebâtir. Au quel cas, la commune récupérait automatiquement le terrain. « *Puis, on ne pouvait pas faire n'importe quoi. Il y avait évidemment des règles d'urbanisme à respecter. Et en cas de revente, on ne pouvait pas faire de plus-value non plus.* » Le prix devait correspondre à la valeur de la parcelle déterminée en 1970. Au centime près.

Ses parents se sont séparés de leur terrain, faute de moyens suffisants pour réaliser les aménagements. « *On est très nombreux dans ce cas. Les indemnités ne permettaient pas de financer la totalité des travaux.* »

Pas assez d'argent pour le camping et la chapelle

Selon « l'historien », la reconstruction du village à Seillans était évaluée à 1,9 million d'anciens francs (soit 17 072 euros, conversion réalisée en fonction du cours de la monnaie en 1974 ndlr), dont 810 000 rien que pour les maisons. « *Mais les estimations ont été largement sous-estimées, puisqu'il était censé rester 300 000 anciens francs pour reconstruire les parties communes du village à Seillans.* » Le contrat prévoyait un camping, une chapelle, une salle communale... Les Brovésiens n'en verront jamais les fondations. « *Tout a été absorbé par le four du boulanger et son logement attendant.* »

de la reconstruction

La « lutte » pour récupérer les pierres de Brovès

Brovès-en-Seillans n'a rien du village d'origine. Ou presque. Seuls la fontaine, le monument aux morts et une partie du lavoir ont été respectivement déplacés sur la place du hameau et en contrebas de la salle polyvalente, dans le lit du Riou Gabriel. Le déménagement a eu lieu en 1974, peu après les dernières expropriations. Depuis ? « Personne n'a jamais voulu se battre et prendre le taureau par les cornes pour préserver le patrimoine. » Sauf en 2018. Jean-Claude Gal était alors conseiller municipal : « Nous avons envoyé une multitude de demandes à l'État et à l'armée pour récupérer les pierres de Brovès. Après avoir lutté, ils ont fini par accepter ! »



Des dizaines de pierres se trouvent dans un vallon, à Seillans. Les autres traînent toujours sur des palettes dans un entrepôt municipal.

Numérotées une à une

Cinq agents des services techniques de Seillans débarquent le long de la D 25, dans l'ancien village, au volant de trois camions, d'une tractopelle et d'une pelle mécanique. Roger, dont le père était berger et locataire à Brovès, faisait partie de l'équipe. « Nous avions à peu près un mois pour faire le travail. »

Escortés et encadrés par l'armée, les gaillards prennent soin de prélever les plus beaux morceaux sélectionnés. « Les pierres étaient parfois scellées. Il fallait y aller doucement pour ne pas les abîmer. » Les agents se limitent à un acheminement par jour. La tâche est longue. Épuisante. À leur re-

tour dans le pays de Fayence, ils déposent les reliques dans un entrepôt municipal, sur des palettes, à l'abri des regards. Et les numérotent une à une.

Une partie n'a pas bougé, l'autre a été dispersée

Elles n'ont pas bougé depuis. Tantôt recouvertes de végétation et de poubelles en plastique individuelles, elles attendent désespérément de trouver l'endroit parfait où reposer aujourd'hui. « On a récupéré les deux lavoirs – dans lequel je jouais petit –, des colonnages, des murs, etc. » Des dizaines de reliques ont déjà été disper-

sées dans un vallon, devant le moulin à huile. « Elles étaient aussi éparpillées dans un vallon, à Brovès. On a voulu recréer leur environnement initial », justifie Jean-Claude Gal.

Le lavoir, lui, disparaît petit à petit sous les mauvaises herbes, près d'une montagne de ferraille. Il n'est pas encore prévu de le reconstituer à l'identique. Ni même de l'alimenter par une source naturelle, comme à l'origine. Attention à ne pas s'y méprendre. Sur la place, la fontaine ne crache pas la source du Poucet. Mais « de l'eau potable du réseau communal », assure le Seillanais.



Scannez ce QR code pour visionner notre vidéo de présentation.

Samedi prochain

Il y a cinquante ans, le destin des habitants de Brovès était scellé. Le 7 juin 1974, deux gendarmes de Callas frappaient à toutes les portes, avis d'expulsions en main. Les derniers résidents ont ordre de faire leurs bagages. Et vite. Sept régiments, 2 500 soldats et 650 véhicules devaient investir le village du Haut Var le lendemain. Depuis ce jour, Brovès a été rayé de la carte au nom de la raison d'État, au profit du plus grand camp militaire d'Europe, un outil précieux pour l'armée. Avec le temps, il a été oublié. Mais aucunement ignoré.

À l'occasion de son triste anniversaire, *Var-Matin* retrace son histoire tantôt douloureuse, tantôt joyeuse. Et laisse les derniers témoins vivants de ce grand bouleversement s'exprimer. Samedi prochain, le colonel Mickaël Tesson dévoilera les coulisses du camp militaire de Canjuers, qu'il dirigeait : quelles formations sont dispensées aux soldats, quel régiment vient et pour combien de temps... Mais aussi toutes les activités extérieures au camp (la chasse, la truffe, les études des scientifiques, les fouilles archéologiques, etc).

Ils ne voulaient pas vivre à Seillans, ni même à La Roque-Esclapon

Un décret acte la fusion des communes de Brovès et Seillans le 4 août 1970, et raye automatiquement de la carte le vieux village. Seulement voilà. Une partie des habitants n'est pas favorable à un déménagement dans le pays de Fayence...

Tous réunis à la mairie

Les Brovésiens se sont longuement disputés un an auparavant, dans une salle de l'hôtel de Ville. Le maire, Felix Lambert, et le conseil municipal réunissent la population le 18 août 1969. Ils l'assurent : « Brovès-le-Neuf » sera bien reconstruit.

Mais où ?

La presse raconte que chacun donna son avis « très démocratiquement ». « On parla beaucoup, on discuta, on critiqua. On fit le point. » Mais on ne prit aucune décision à brûle-pourpoint.



La fontaine à deux vasques, qui date de 1833, coule sur la place de Brovès-en-Seillans.

Les habitants proposent de récupérer un terrain à Brovès pour le reconstruire. Cette solution « rallie tous les suffrages ». Elle sera finalement impossible.

Ils soumettent aussi l'idée de le rattacher à l'une de ces communes limitrophes : Mons, Seillans, Bargemon, Comps, Bargème ou La Roque. Mais aussi à

Trans-en-Provence... Et même dans les Alpes-Maritimes : Saint-Vallier, Saint-Cézaire-sur-Siagne ou bien Peymeinade.

Les raisons de leur décision

« La majorité penchait pour Seillans. Comme la modernité n'arrivait pas dans le Haut Var, ni à Brovès, ils

pensaient qu'ils le trouveraient en se rapprochant du littoral », décrypte Alain Costanzo, trésorier de l'association des Anciens et Amis de Brovès.

Une rumeur aurait aussi conforté leur choix. « À ce moment-là, on raconte que les militaires vont couper la route départementale au nord de Canjuers. Il valait mieux se trouver en dessous qu'au-dessus ! Sinon il fallait faire un grand détour pour rejoindre la Dracénie. » Ce qui expliquerait pourquoi La Roque n'a pas séduit.

Reste enfin une dernière explication possible : « Les Brovésiens veulent changer de canton pour ne pas avoir à se souvenir de tout ça. Puis, ils se sentent également abandonnés par les leurs. Ils veulent couper les ponts. »

Seules trois familles s'installeront donc à Seillans, cinq ans plus tard.



Il y a 50 ans, Brovès disparaissait

Canjuers lève le voile

6/8 Le plus grand camp militaire d'Europe prend sa place définitive au lendemain des dernières expropriations de Brovès, en 1974. Aujourd'hui, les 35 000 hectares ne servent plus seulement à former les soldats. Ils cohabitent avec des entreprises et des civils.

Impossible de parler de Brovès sans mentionner Canjuers. Le plus grand camp militaire d'Europe a investi la totalité des 35 000 hectares le lendemain des dernières expropriations menées au village, le 7 juin 1974.

Ce samedi-là, 2 500 soldats posent leur sac sur la pelouse sèche. L'apprentissage des manœuvres et des tirs au canon débute aussitôt dans le maquis.

La formation ne s'arrêtera jamais.

« La raison d'être du site a toujours été de préparer les hommes aux opérations des forces terrestres et des différentes armées », explique Mickaël Tesson, l'ancien chef de corps du 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique (1^{er} RCA) et commandant le camp de Canjuers (1).

« Le Clairefontaine de l'armée de Terre »

Le 1^{er} RCA entraîne les troupes au sol. Mais aussi les commandos marine et l'armée de l'Air. « En 2023, on y a accueilli 69 000 soldats, 75 000 l'année précédente. À savoir que la force opérationnelle terrestre de l'armée de Terre est de 77 000 hommes... »

Ils sont Français et viennent parfois de l'étranger – les Ukrainiens étaient là au printemps 2023 –. Ils ne restent que quinze jours à six semaines. Pas plus.

Pendant toute la durée de leur séjour au centre d'entraînement spécialisé (2), les militaires apprennent à manier les véhicules, à piloter les 250 à 300 engins blindés, à tirer des milliers d'explosifs, à combattre au corps à corps... De jour comme de nuit.

« Le 1^{er} RCA, c'est le Clairefontaine de l'armée de Terre. » Les soldats doivent être prêts « à partir en mission ce soir ». Ceux qui sont aujourd'hui au Liban, au Tchad, en Irak ou

en Guyane sont tous passés par les neuf polygones de tir avant leur départ. « Les champs sont reliés entre eux. Ils peuvent être utilisés par 250 personnes maximum. »

Dans leur viseur ? Plus de 1 300 cibles. Les bombardements durent 72 à 96 heures. Sans relâche.

« Les dates de tir et les réservations des zones sont planifiées jusqu'à quatre jours auparavant, grand maximum. » Lorsqu'un polygone est actif, un tiers du camp devient alors interdit d'accès. Quiconque pénètre Canjuers doit s'arrêter en premier lieu au poste de commandement pour savoir où se balader en toute sécurité. « Seuls deux endroits sont défendus de manœuvre militaire », souligne le colonel : le camp bâti (où se trouvent les bâtiments et les hangars) et l'espace Natura 2000.

Il leur arrive parfois de quitter ses limites pour simuler des combats et tester les canons Caesar « en zone urbaine ». « On ne le fait que depuis récemment. » Et « toujours en direction de Canjuers ».

« Si on perd Canjuers, on ne peut plus s'entraîner »

Afin de fournir la meilleure formation, 2 200 soldats sont quotidiennement présents sur la base. La moitié vit sur place. « Nous suivons la révolution technologique mondiale et nous mettons tout en œuvre pour faire face à l'augmentation de la menace », indique Mickaël Tesson.

Ils sont en relation directe avec les entreprises de l'industrie de l'armement, dont KNDS, Arquus, Thalès, Renault Trucks, MBDA, Safran, ou encore GDI. Tous détiennent une antenne sur place. Pratique. D'autant que le camp militaire « est un centre de formation



Les exercices de tirs sont planifiés au moins quatre jours à l'avance et durent 72 à 96 heures sans interruption.

unique aux véhicules blindés Griffon et Jaguar » – la production est co-traitée par les sociétés Nexter, Arquus et Thales. « Les blindés sont testés ici à la sortie d'usine. On vérifie qu'ils sont bons à l'emploi. Et une fois la formation de pilotage effectuée (elle dure 6 à 9 semaines), les engins partent chez les différents régiments français. » C'est le cas depuis 2020, dans le cadre du programme Scorpion. « Cela devrait durer jusqu'en 2030 environ. » Le temps des canons 75 et 155 CR semble bien loin... « Ces trente dernières années, on ne se préparait pas à la guerre. Désormais, on se prépare aux opérations de

haute intensité. Si on perd Canjuers, on ne peut plus s'entraîner... »

1. Le colonel Joseph Héon a récemment pris sa place. Il commande aujourd'hui le camp militaire de Canjuers et le 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique (RCA).

2. Le camp dispose de 4 centres d'entraînement : le centre de contrôle de l'artillerie (CCA), le centre de formation et de perception interarmes (CFPIA), le centre d'entraînement au tir interarmes (CETIA), le détachement d'adaptation opérationnelle (DAO).

Dossier : Anaïs GRAND
agrand@nicematin.fr
Photos : DR, Ph. A., J-M. D. et C. C.

Les tirs interdits du 20 juin au 20 septembre

Le colonel Mickaël Tesson assure que « toutes les lois s'appliquent sur le camp militaire ». Sauf exception...

Les soldats peuvent s'entraîner aux tirs pyrogènes, peu importent les modalités d'accès aux massifs forestiers déterminés par la préfecture du Var. « Cette dernière n'a pas de pouvoir contraignant sur le camp, mais nous prenons en compte son avis dans les situations extrêmes. »

Les exercices ne s'arrêtent que du 20 juin au 20 septembre (pas les tirs d'artillerie légère). La durée des restrictions a été allongée depuis qu'une frappe de gros calibre a provoqué le départ d'un incendie, le 18 juin 2022, dans une zone de spectacle minée. Le feu avait ravagé 700 hectares de végétation. Cette même année, les tirs devaient prendre fin quatre jours après. Alors que l'interdiction de bombarder devenait effective, en 2021, du 1^{er} juillet au 31 août.



Pour prévenir les feux, les militaires de Canjuers engagent une campagne de désobuage chaque été. Durant laquelle une seule zone est minutieusement nettoyée.

Les munitions récupérées sont traitées par une filière civile spécialisée. « Celles qui contiennent encore de l'explosif sont dépolluées directement

sur place, indique l'ex chef de corps. En parallèle, nous essayons de développer des robots pour les envoyer sur zone afin de prendre le moins de risque possible. Les Canadiens ne peuvent pas survoler ces zones. C'est trop dangereux. »

Le camp a aménagé 500 km de pistes coupe-feu pour anticiper les dé-

parts d'incendies. Soixante cuves d'eau ont également été réparties sur le camp, et au moins un camion d'attaque est systématiquement dépêché à chaque exercice de tir.

« Un panneau de risque est mis à jour quotidiennement, en fonction des relevés hydrométriques réalisés sur la végétation morte et vivante. » Le 6^e escadron de pompiers des forces terrestres (PFT) en est dédié. Ce sont eux qui interviennent les premiers en cas d'apparition de flammes. Parmi les trois pelotons que compte le bataillon, « un groupe est toujours de garde et toujours présent, au cas où ».

Ces 90 soldats du feu affiliés à l'armée de Terre ont la particularité de pouvoir intervenir en dehors de Canjuers en cas de besoin. Mais seulement en guise de renfort, et dans un rayon d'une heure de route maximum (notre édition du 17/07/2024).

En chiffres

■ **85 000 hectares** : C'est la superficie du camp militaire de Canjuers. Il s'étend sur 35 kilomètres et 10 kilomètres de long. Il représente à lui seul, en termes de surface, l'ensemble des camps d'entraînement français : Suippes, Mourmelon (Châlons), Sissonne et Mailly.

■ **2 200** : C'est le nombre de soldats présents quotidiennement sur place.

■ **69 000** : C'est le nombre de militaires accueillis à Canjuers l'année dernière pour effectuer leur formation.

■ **4** : C'est le nombre de centres d'entraînement spécialisés. Le camp possède 9 champs de tir.

sur ses activités



Scanner ce QR code pour visionner notre vidéo de présentation.

Entre les canons, des centaines d'espèces remarquables

Image insolite en traversant le haut Var. Alors que des panneaux proscrivent de mettre ne serait-ce qu'un orteil sur le terrain militaire, un éleveur surveille ses moutons brouter l'herbe, de l'autre côté de la frontière.

Non, ils ne défient pas les militaires. Les soldats ont bien accepté qu'ils soient là. Trente-trois troupeaux ont obtenu l'autorisation de pâturer sur les terrains de Canjuers.

Philippe Fabre, lui, est le seul à fouler les ruelles abandonnées de Brovès (avec son fils). « *Durant l'été, seuls trois ou quatre bergers restent à Canjuers. Les autres transhument. Ce sont en majorité des familles qui vivaient là avant la création du camp, indique le colonel Mickaël Tesson. D'ailleurs, ils sont tous aussi chasseurs ici.* »

Des cartes de chasse leur ont été distribuées dès le départ. Mais ils ne peuvent traquer que le petit gibier sur les zones de manœuvres des véhicules. Leurs quelque 15 000 brebis croisent parfois les abeilles des apiculteurs – 2 000 ruches sont installées sur des zones réservées, sinon sur les quatre concessions truffières situées à l'ouest du camp. Mais aussi les loups ! Selon l'état-major, trois à cinq meutes vivraient là.

La vipère d'Orsini ne se trouve qu'ici

L'espèce a déjà été aperçue à plusieurs reprises par les scientifiques du Conservatoire d'espaces naturels de Provence-Alpes-Côte d'Azur (CEN Paca). Ces derniers logent régulièrement dans des « *fermes un peu rustiques* », au printemps et en été, pour mener des



inventaires de la faune et la flore. Ils sont accompagnés par le Muséum départemental du Var.

La zone protégée Natura 2000, qui s'étend sur un millier d'hectares au nord-est, sur la montagne de Malay, est truffée d'espèces remarquables. Côté végétal, on y recense de belles orchidées, la pivoine, la violette de Jordan, le cerfeuil nouveau, les grappes du genêt des Villars, l'orpin de la Sierra Nevada, le houx... Côté animal, pas moins de treize espèces de chauves-souris (une dizaine de gîtes est suivie), le péloodyte ponctué (un amphibien), le lynx, le discret tétras lyre, l'outarde canepetière (un des oiseaux les plus menacés des plaines cultivées du pays), le petit monticole de roche, une multitude de couleuvres, le rare criquet hérisson, le lézard ocellé, la

vipère d'Orsini (découverte en 1992, elle ne se trouve qu'ici dans le département). Et même un crustacé (*le branchiopode branchipus schaefferi*) !

13 000 m³ de bois exploités chaque année

Le CEN Paca n'est pas le seul à avoir signé une convention avec le camp militaire. L'Office national des forêts gère 13 000 m³ de sylviculture par an, soit 15 000 hectares de bois.

Les bénéfices dégagés par la vente de stères sont « *réinvestis dans le camp* », assure l'ancien chef de corps du 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique (1^{er} RCA). « *J'ai besoin de maintenir un espace ouvert pour manœuvrer et maîtriser les risques incendies.* » Deux techniciens de l'ONF vivent à demeure à Canjuers.

Samedi prochain

Il y a cinquante ans, le destin des habitants de Brovès était scellé. Le 7 juin 1974, deux gendarmes de Callas frappaient à toutes les portes, avis d'expulsions en main. Les derniers résidents ont ordre de faire leurs bagages. Et vite. Sept régiments, 2 500 soldats et 650 véhicules devaient investir le village du haut Var le lendemain.

Depuis ce jour, Brovès a été rayé de la carte au nom de la raison d'État, au profit du plus grand camp militaire d'Europe, un outil précieux pour l'armée. Avec le temps, il a été oublié. Mais aucunement

ignoré.

À l'occasion de son triste anniversaire, *Var-matin* retrace son histoire tantôt douloureuse, tantôt joyeuse. Et laisse les derniers témoins vivants de ce grand bouleversement s'exprimer.

La semaine prochaine, découvrez toutes les petites et grandes anecdotes qui entouraient Brovès. Nous conterons l'histoire d'une « sorcière », d'un vagabond s'étant installé du jour au lendemain au village. D'ailleurs, il a failli disparaître, le village... Mais on vous racontera tout ça samedi, dans l'épisode 7 de notre série !

Des « petits » dinosaures découverts sur un site paléontologique

Le dinosaure le plus complet de France a été découvert à Canjuers en 1970 ⁽¹⁾ ! Seulement quelques mois avant que Michel Debré, ministre de la Défense, ne pose la première pierre de l'aménagement du camp militaire. Les archives ne précisent pas les circonstances de cette formidable trouvaille. Une équipe de paléontologues niçois met la main sur le *Compsognathus* après avoir longtemps fouillé dans les carrières des Bessons.

Pas plus gros qu'un dindon, le bipède carnivore était rapide et agile. Ses grandes pattes arrière lui permettaient de chasser des petits vertébrés et des insectes. Le spécimen a été fossilisé couché sur le côté droit. Son cou fait une boucle complète et la queue est cassée.

L'original est visible au Muséum national d'histoire naturelle de Paris. Un moulage a été offert au camp militaire, qui l'a accroché dans le bâtiment de l'état-major. Le Musée des fossiles et



minéraux de Bargemon en possède également une copie.

Un crocodile complet long de 4 mètres

Ce n'est pas la première fois qu'une découverte est réalisée dans les carrières. Un ptérosaure *Cycnorhamphus* et un crocodile *Aeolodon* ont été trou-

vés. Long de 4 mètres, le reptile est complet : du bout de son museau à l'extrémité de la queue.

Le gisement est réputé pour ses fossiles, apparus par brouettes avec l'extraction de calcaire ornemental. Le site regorge de spécimens vieux d'environ 135 millions d'années.

Plusieurs opérations de fouilles ont été menées et ont permis de constituer une collection riche d'invertébrés, d'empreintes et de plantes. Néanmoins, les découvertes de vertébrés se sont faites rares. Les recherches, elles, ont été définitivement abandonnées en 1995.

Mais près de deux décennies plus tard, les paléontologues ont remis ça ! Des professionnels et des étudiants se sont rendus sur place pour une grande campagne. Elle a duré 3 semaines. Ils vont revenir cet été, pour des fouilles paléontologiques et archéologiques.

1. Un seul autre spécimen a été trouvé au XIX^e siècle en Bavière.



Il y a 50 ans, Brovès disparaissait

Marqué par des pierres

7/8 Comme tout village, Brovès a lui aussi un solide recueil d'anecdotes. Tristes comme joyeuses, elles ont toutes ponctué son histoire, avant et après les dernières expropriations menées le 7 juin 1974. Morceaux choisis.

En plus d'avoir été rayé de la carte à l'issue des dernières expropriations menées le 7 juin 1974, Brovès a été rayé des documents d'identité.

Aux yeux de l'administration française, Liliane Brun-Montaland, les sœurs Dalmas, Jeanine Dani (née Fabre) et tous les autres ne sont plus nés au village. Pourtant, leurs mères se souviennent bien les avoir mis au monde dans leur maison de famille...

Dès le 4 août 1970, les enfants n'ont plus poussé leur premier cri dans le quartier des Georges, du Duc ou de l'Apié. Mais à Seillans, dans le pays de Fayence. Brovès n'existe plus officiellement. Il a été transféré à une trentaine de kilomètres de là, plus au sud-est.

« C'est une énorme déchirure qui ne guérira jamais, s'étrangle Liliane Brun-Montaland. Pendant des années, il était impossible d'inscrire le nom du village comme lieu de naissance sur notre passeport ou notre permis de conduire. » Brovès n'apparaît plus dans aucune liste de l'état civil.

Avec la complicité de l'officier d'état civil

Jusqu'en 2023 ! « Nous avons effectué des démarches auprès du ministère de l'Intérieur. » Et voilà que, depuis la fin d'année dernière, Brovès réapparaît dans les bases de données. Liliane brandit fièrement sa

carte d'identité bleu clair, pas plus grosse qu'une carte bancaire. « Vous voyez ? C'est dingue. » Elle sourit à pleines dents.

Auparavant, il lui fallait ruser pour le faire imprimer. Avec la complicité de l'officier d'état civil... « Il existe Brives, une commune située dans le département de l'Indre, en région Centre-Val de Loire. L'agent n'avait qu'à remplacer manuellement le "i" par un "o" », révèle-t-elle, espiègle. « Vous ne pouvez pas savoir à quel point cela m'a fait plaisir quand j'ai vu ça ! C'est incroyable. » Chez les anciens, on se passe le mot illico. Le petit frère de Jeanine Dani s'empresse de faire usage de la méthode. Prêts à tout pour récupérer un morceau de leur village natal.

Ils ont gardé des morceaux de Brovès

Sans rien dire à personne, Liliane récupère le panneau d'entrée de Brovès, avant que quelqu'un ne songe à la même idée. Un autre a précieusement gardé le dernier courrier « officiel » qui annonce la fermeture définitive du bureau de poste. C'était le 30 mai 1974. « Moi, j'ai récupéré le bahut que nous avions dans la maison – on a tiré la courte paille avec mon frère, j'ai gagné. Et quelques pierres... » Jeanine hésite à se confier. « Nous n'avons rien le droit de prendre. Mais on l'a tout de même fait. » De toute façon, les petits rochers ne sont plus ici. Jea-



Liliane Brun-Montaland, sur le rocher au bout de la place de Brovès, accompagnée d'Alain Costanzo (à droite) et d'anciens vacanciers.

nine vit dans un appartement, à Draguignan. Sans extérieur – seulement un balcon. « Elles sont restées dans le jardin de mon ancienne maison. » Son regard se perd dans le vide. Il transpire le regret.

Dossier : Anaïs GRAND
agrand@nicematin.fr
Photos : Ph. A., A. G., DR,
Anciens et Amis de Brovès

La "sorcière" et le vagabon

C'est peut-être la première fois qu'un ancien habitant du village y fait mention ! Liliane Brun-Montaland avait pour voisine une dame bien mystérieuse... « Cette maison, qui jouxte la mienne, c'était celle de tata Louise. » La sorcière de Brovès ! « Elle était réputée pour enlever le soleil. Elle soignait les maladies avec les plantes, aussi. Je me souviens, elle était toujours habillée en noir. »

Lilette en avait peur, la craignait comme la peste. « Je passais toujours en courant devant elle. » Sans jamais s'arrêter ni la regarder.

Elle ne s'approchait pas plus de Constan... « Je ne sais même plus si son prénom se termine par un "s". » Reste que ce gaillard, elle l'a toujours connu depuis sa naissance, en 1953. Il logeait le long de la montée du Duc, juste à côté de chez elle, dans une maison contiguë à celle de la guérisseuse. « C'était un voyageur. Il est arrivé ici et n'en est jamais reparti ! » Selon ses souvenirs, il ne parlait jamais. Se contentant de donner un coup de main au berger en échange d'un peu de nourriture.



Films et livres s'en sont inspirés

Avant de disparaître, Brovès n'attirait que les amateurs de bals du haut Var et les agriculteurs du coin. Y tourner un film ? Pour quoi faire ?

Le village est toutefois devenu célèbre après sa mort, comme bon nombre d'artistes. Séduits par son ambiance fantomatique, sinon apocalyptique, des réalisateurs ont tout fait pour que Brovès crève l'écran. Ce sera chose faite, entre autres, en 1991 et 1999. Les ruines apparaissent pour la première fois dans *Hors la vie*, réalisé par Maroun Bagdadi. Le village prend naturellement les traits de Beyrouth, déchiré par la guerre civile libanaise. On maquille seulement les ruines des banderoles et de quelques inscriptions arabes.

Son succès, il le rencontrera vraiment huit ans plus tard. Gérard Oury débarque avec Smäin, dans le premier rôle, pour tourner son remake de Pagnol, *Le Schpountz*.

L'armée de Terre s'y est mise, elle aussi, en 2003. La publicité de recrutement déroutait les plus sensibles. « Devenir mécanicien... Et se mettre au service de la paix », pouvait-on entendre sous le sifflement des balles et les cris des civils qui couraient, terrorisés. D'autres créateurs de contenus sont également venus tourner des séquences interdites. Poussés par une envie de frisson, ou de gloire... Ils sont repartis menacés par la justice. « Nous avons



Chars et banderoles maquillaient Brovès au tournage de *Hors la vie*. L'armée de Terre, elle, faisait simple pour sa publicité de recrutement.

poursuivi certains "youtubeurs". C'est interdit de venir ici », confie le colonel Mickaël Tesson, l'ancien chef de corps et commandant du camp militaire, qui a laissé sa place à Joseph Héon cet été.

Des témoignages en pagaille

Les livres, eux, n'ont jamais connu ce sort. Fort heureusement. Deux d'entre eux ont été publiés après les dernières expropriations. Ils s'inspirent de la désolation des villageois. Et il y a matière...

Pour accompagner son « film documentaire » truffé de témoignages, Didier Mir a aussi retranscrit à l'écrit la parole des anciens habitants dans *Les Inaudibles*, en 2023. Pour faire honneur aux traditions, ce petit-fils d'exproprié de Brovès a traduit ses textes en Occitan.

Annie Bruel, quant à elle, retrace en 2005 les dernières années du village. L'ancien maire Felix Lambert, ou encore Lucette Laugier (née Fabre), ont confié leurs mémoires parmi d'autres dans *De la terre et des larmes*.

blanches... et noires

Qui sont les derniers mariés ?



Brovès en a vu passer, des couples heureux... 618, pour être exact ! Le premier mariage célébré au village remonterait à 1673. « On le mentionne pour la première fois dans les archives à cette date », corrige Alain Costanzo, que les membres des Anciens et Amis de Brovès surnomment "l'historien". Trois d'entre eux se disputent aujourd'hui un titre. Qui de Lucette Fabre et de Maurice Dalmas, d'Éliane Dalmas et de Roger Cantillon ou de Jeanine et de Vincent D'Anella ont été les derniers à s'être dit « oui » au village ? Ils en sont tous persuadés : « C'est nous ! » Ils ressortent les photos de famille prises devant l'église, se triturent les méninges pour se souvenir de la date exacte, racontent cette journée mémorable... Mais ils ne convainquent pas.

Le maire célèbre un "faux" mariage

Parce qu'un mariage "fictif", ça ne compte pas dans ce cadre-là ! « Nous nous sommes mariés le 30 avril 1973 à l'église – elle était en très mauvais état. Le curé de Tourtour, un prêtre-ouvrier, s'en est chargé. Il avait mis un tapis pour cacher le sol. La mairie était déjà fermée et n'enregistrait plus de contrat de noces. Néanmoins, le maire Félix Lambert a accepté de nous faire un "faux" mariage », racontent les D'Anella, qui habitent aujourd'hui Pontevès.

Éliane et Roger revendiquent le statut mordicus. Ils se sont échangé les alliances le 16 septembre 1967. Six ans auparavant ! Alain Costanzo feuillette ses archives. Le constat est sans appel : « Ce ne sont pas eux, les der-



Lucette Fabre et Maurice Dalmas se sont dit « oui » à l'église de Brovès, devant le curé de Tourtour, le 17 février 1973.

niers. Ils apparaissent à la 6^e position en partant du bas. » Le registre d'état civil ne trompe pas. « Les derniers à s'être officiellement mariés, ce sont Lucette Fabre et Maurice Dalmas. » Leurs vœux ont été prononcés devant le maire le 17 février 1973.

Les derniers se sont dit « oui » à Seillans

Comment est-ce possible, alors que le rattachement à Seillans s'est déroulé trois ans auparavant ? Alain Cos-

tanzo tient là l'explication : « Ils se sont unis eux aussi à l'église en 1973, mais leur mariage civil s'est déroulé à Seillans. L'ancien maire Félix Lambert les a mariés. Alors on les considère comme étant les derniers. »

Heureusement, les choses sont plus simples du côté des naissances. « La dernière personne à voir le jour au village, c'est Nadine Fabre. Elle a poussé son premier cri le 28 avril 1962 », retrace-t-il. Il totalise 2 308 bébés nés à Brovès depuis... novembre 1673.



Brovès figure sur la carte d'identité de Liliane Brun.

Dernier épisode samedi prochain

Il y a cinquante ans, le destin des habitants de Brovès était scellé. Le 7 juin 1974, deux gendarmes de Callas frappaient à toutes les portes, avis d'expulsions en main. Les derniers résidents ont ordre de faire leurs bagages. Et vite. Sept régiments, 2 500 soldats et 650 véhicules devaient investir le village du haut Var le lendemain.

Depuis ce jour, Brovès a été rayé de la carte au nom de la raison d'État, au profit du plus grand camp militaire d'Europe, un outil précieux pour l'armée. Avec le temps, il a été oublié. Mais aucunement ignoré.

À l'occasion de son triste anniversaire, Var-matin re-

trace son histoire tantôt douloureuse, tantôt joyeuse. Et laisse les derniers témoins vivants de ce grand bouleversement s'exprimer.

Le dernier épisode de notre série retracera le long combat mené par l'association des Anciens et Amis de Brovès depuis sa création en 2005. En plus de perpétuer la mémoire du village, elle s'active pour que le public puisse avoir un jour accès en créant un musée.



Canjuers voulait raser Brovès

Liliane Brun-Montaland a 51 ans lorsqu'elle tombe par hasard sur un article, dans le journal. Ses cheveux se dressent instantanément à sa lecture. Le titre l'angoisse : « Brovès sera-t-il définitivement rayé de la carte ? » Les mots du colonel Boilletot ne disent rien qui vaille. « Ce village de Brovès ne sert plus aux manœuvres militaires et le bâti est devenu trop dangereux, risquant des chutes de matériaux à tout instant. »

La sentence tombe. Les militaires veulent raser Brovès. À une seule condition : « que les anciens soient d'accord. »

Évidemment, ils ne le sont pas. Liliane, révoltée, y songe toute la nuit. Au petit matin, elle prend sa plus belle plume et écrit au commandant du camp militaire de Canjuers, le plus grand d'Europe. « Je n'étais pas la seule à l'avoir fait ! » Grand



En raison du danger que représentait le village, l'armée voulait le démolir.

bien leur en a pris. Après mûre réflexion, les soldats abandonnent le projet de destruction. Et l'association des Anciens et Amis de Brovès voit le jour. « Il fallait nous fédérer pour mettre toutes les chances de notre côté », justifie celle qui

en est toujours la présidente.

Quatre ans plus tard, les membres de l'asso rencontrent le colonel Ducros. Celui-ci leur révèle que, grâce à leur action, les bâtiments les plus emblématiques du village n'étaient

plus concernés par le plan de démolition envisagé à l'origine. L'église et son clocher, la mairie, l'école et les lavoirs ont été sauvés. Reste maintenant à préserver le reste. Dix ans plus tard, et forts de pugnacité, pas un mur du village n'a bougé.

Il y a 50 ans, Brovès disparaissait

Une association œuvre

8/8 L'association Les Anciens et Amis de Brovès s'est créée 31 ans après les dernières expropriations menées le 7 juin 1974. Depuis, les membres font leur possible pour que la mémoire du village ne tombe pas dans l'oubli.

« Brovès, c'était toute ma vie. Ça m'a manqué dès le début. »

Après les dernières expropriations menées le 7 juin 1974, Liliane Brun-Montaland souffrait de repasser devant le village. Son village. Un crève-cœur. Les toitures rouges ne sont pas loin de Bargème. Elles percent même la vallée, au loin, depuis le parvis de la mairie.

Gérard Léger a lui aussi mis 30 ans pour revenir. Il s'est résolu à observer de nouveau la façade du Faisan Doré – l'hôtel bar-restaurant que tenaient ses parents – en 2005. Les Anciens et Amis de Brovès venaient tout juste de se constituer au mois de mai, poussés par la révolte de Liliane.

Elle tombe par hasard sur un article, en 2004, dans le journal : les militaires de Canjuers envisagent de raser Brovès. Son sang ne fait qu'un tour. Après avoir passé la nuit à réfléchir, elle saisit sa plume au petit matin et écrit au commandant du camp, pour l'informer de son refus. Évident. Elle contacte dans la foulée les anciens, qui se passent le mot en un rien de temps. « Pour mettre toutes les chances de notre côté, il fallait nous fédérer. »

« On avait envie de tourner la page aussi »

Cinq enfants du village rejoignent sa cause. Ensemble, ils donnent vie à l'association. Aujourd'hui, elle compte 150 adhérents. Alain Costanzo, que les membres surnomment « l'historien du village », en est le trésorier. Liliane (surnommée Lilou ou Lilette) en est la présidente depuis quelques années. « Elle a été créée aussi tardivement parce qu'on était tous dispersés. Nous étions

happés par nos vies de famille puis, on avait envie de tourner la page... » Impossible, avec cette menace qui plane. « On s'est dit qu'il fallait tout faire pour préserver le patrimoine et sa mémoire. Il reste peu de Brovésiens, ils sont âgés. Ils vont disparaître, alors c'est important de maintenir le lien entre nous et de faire vivre nos souvenirs. »

Le succès des visites du village fantôme

Ils organisaient une visite du village fantôme quasiment une fois par an. Mais les choses se sont compliquées à mesure des années pour obtenir une autorisation du plus grand camp militaire d'Europe. La faute, notamment, au risque d'effondrement... Fouler les ruelles est devenu dangereux, donc exceptionnel. Le bâti tombe littéralement en ruine.

Reste les photos et les archives. L'association les collecte petit à petit et Alain Costanzo se charge de les dévoiler au plus grand nombre, en animant des conférences. Par moments, il publie un petit livret historique à destination exclusive des adhérents. Il vient compléter *La Lettre de Brovès*, le bulletin trimestriel.

Cette année, pour marquer le coup de ce triste anniversaire, Les Anciens et Amis de Brovès ont fait durer les festivités pendant quatre jours, début août. Une centaine de personnes est venue visiter l'exposition "Brovès : vie et mort d'un village du Haut-Var" à La Bastide, rendre hommage à André Mazuque, le créateur du lotissement "Les Hauts de Brovès" à La Roque, ou encore regarder la diffusion de courts-métrages.

Quatre groupes ont également pu explorer



L'association Les Anciens et Amis de Brovès organise des visites de Brovès quasiment une fois par an.

le village. Alain Costanzo reste bouche bée : « C'était un succès, bien supérieur à ce que l'on espérait. » Et quel succès ! Les inscriptions étaient complètes le lendemain de notre annonce dans l'épisode 4.

Pour soutenir ou adhérer à l'associa-

tion, rendez-vous sur le site broves.fr ou rédigez un mail à cette adresse : ancienetamisdebroyes@gmail.com.

Dossier : Anaïs GRAND
agrand@nicematin.fr
Photos : Philippe ARNASSAN
et Florian ESCOFFIER

Des retrouvailles gourmandes une fois par an

C'est leur procession sacrée. Le seul jour de l'année où l'armée autorise l'accès à proximité du village. Une véritable tradition. Depuis la création de l'association en 2005, les Anciens et Amis de Brovès se réunissent chaque lundi de Pentecôte à la chapelle Saint-Romain, en bordure de la D25.

Une chanson retrouvée !

Ce 20 mai dégageait une saveur particulière... Pour marquer les 50 ans de la disparition de Brovès, l'Ensemble vocal de Claviers entonnait la chanson de Saint-Romain.

Tout le monde la croyait perdue ! « Seule Violette Florent la connaissait par cœur », argue Alain Costanzo. Mais le jour de l'assemblée générale de l'association, le 6 avril dernier, la mélodie lui faisait faux bond. Elle refusait de la fredonner. Là voilà donc ce jour férié, miraculeuse, rejoignant la chorale à la sortie de la messe, paroles à la main. Le curé leur emboitant le pas pour les bénir.



Une centaine de membres se réunit chaque lundi de Pentecôte à la chapelle Saint-Romain.

La cérémonie vient tout juste de finir. Gilles Surply, qui officie depuis 10 ans dans les 9 communes de ce qui composaient autrefois le canton de Comps ⁽¹⁾, débarquait une heure plus tôt avec son sac militaire kaki. Il débarrassait ses reliques sur l'autel.

La chapelle, aussi fraîche qu'hu-

mide, est bondée. Une centaine de fidèles se masse sous les pierres calcaires pour se joindre à sa prière.

Le pique-nique s'éternise

Dehors, Alain Costanzo le trésorier et Liliane Brun-Montaland, la présidente, se pressent d'instal-

ler les barnums. La pluie menace. Sacrilège, s'il faut remettre le traditionnel déjeuner à plus tard ! Tout le monde trépigne de débaler les gourmandises.

Alice Fabre a cuisiné un véritable festin maison, de l'entrée au limoncello ! Sur les autres tables, on sert et ressert des salades com-

posées, des cuisses de dinde, des tomates à la provençale... Les verres sont remplis de vin rouge et de rosé.

On parle de tout et de rien entre deux chips et une part de moelleux à la châtaigne : des enfants qui grandissent à vue d'œil, du temps qui passe, du village et des souvenirs. Forcément.

Les sujets qui fâchent sont restés sur le bord de la D25. Aujourd'hui, on profite pleinement des retrouvailles. Sans regarder les aiguilles filer. Les Anciens et Amis de Brovès quittent les agapes quand ils le souhaitent. Ils sont arrivés en fin de matinée. Certains remballent, le cœur serré, en fin de journée. Ils s'impatientent déjà de la prochaine fois.

Ce ne sera pas très long : un autre déjeuner, lui aussi traditionnel, devrait clore cette année commémorative, à Comps-sur-Artuby, le 29 septembre prochain, à midi.

1. Bargème, La Bastide, Le Bourguet, Brenon, Châteauevieux, Comps-sur-Artuby, La Martre, La Roque-Esclapon, Trigrance.

pour ne jamais oublier

Bientôt un musée mémoriel ?



Scannez ce QR code pour visionner notre vidéo de présentation.



Ils ne veulent surtout pas garder ça pour eux ! L'association Les Anciens et Amis de Brovès détient des centaines d'archives, précieusement conservées par Alain Costanzo, que les membres surnomment « l'historien ». Le trésorier les dévoile de temps en temps au grand public, lorsqu'il anime ses conférences, ou lors d'expositions temporaires. Mais le reste du temps, elles sommeillent dans l'ombre. Pour combien de temps encore ?

Un cabinet d'architecte a réalisé des esquisses

« Un projet de musée traîne dans notre tête depuis un moment maintenant. On y réfléchit vraiment depuis 2018, mais le Covid a malheureusement retardé un peu les choses », confie Lilane Brun-Montaland, la présidente. Le bureau a contacté le cabinet d'architecte gardois Kargo Sud pour chiffrer le monument et s'en faire une première idée. Les esquisses – réalisées bénévolement – ont été dévoilées l'année dernière. « On estimait, en 2019, que le bois et les pierres coûteraient 230 000 euros. Aujourd'hui, on pense que ça demandera plutôt 300 000 euros... » Au moins. Le projet est ambitieux. Le bâtiment s'ouvrirait sur 50 mètres carrés et serait ouvert au public, qui pourrait s'y rendre librement. « L'idée est aussi d'essayer d'obtenir des autorisations afin de récupérer de véritables pierres de Brovès. »

Le lieu, lui, demeure flou. L'association convoite une parcelle communale à Brovès-en-Seillans, dans le pays de Fayence. Là où deux jeunes tilleuls ont été plantés juste derrière l'abri bus qui dessert le hameau, en face de la place,



Les membres de l'association convoitent une parcelle sur la commune de Seillans, pour y installer une Maison du souvenir.

entre le monument aux morts et la boulangerie. Un grand chêne leur fait de l'ombre.

Le risque de dégradations trop élevé

Liliane Brun-Montaland expliquait en avril, lors de l'assemblée générale de l'association avoir été reçue en mairie de Seillans avec d'autres membres : « Nous avons abordé le pavillon mémoriel le 28 février dernier. Le maire assure ne pas avoir les moyens de le financer. Mais les élus ont proposé que ce soit la

municipalité qui porte le dossier et qui effectue les demandes de subventions. Nous sommes soutenus. »

Les plans pourraient néanmoins être revus. Notamment la partie ouverte, entourée de gradins et de panneaux sur lesquels l'histoire du village pourrait être contée. Le quartier de Brovès-en-Seillans serait régulièrement la cible d'incivilités... La Maison du souvenir pourrait être dégradée. « Il faut revoir nos ambitions. De toute façon rien n'est défini. » Reste le projet avance bien ! « Croisons les doigts pour la suite. »

Erratum

Une erreur s'est glissée dans l'épisode 7, paru samedi dernier. Nous faisons mention, dans le texte et la légende photo, du mariage de Lucette Fabre et de Maurice Dalmas. Or, son époux est Claude Laugier.

Le Billet

Qui se souvient ?



Voilà, c'était la dernière. J'ai tenté de redonner vie à Brovès. De rendre leur éclat aux négatifs restés trop longtemps dans les placards depuis le 7 juin 1974. Elle est terrible, cette histoire. Monstrueuse. Cruelle. Personne n'expropriait de nos jours en France un village entier pour satisfaire l'intérêt général ! Mais il faut le reconnaître : les besoins d'hier ne sont plus les mêmes qu'aujourd'hui. On pense désormais à se baigner dans les eaux turquoises du lac de Sainte-Croix. On fait abstraction des fondations des Salles-sur-Verdon, explosées à la dynamite cinquante ans plus tôt pour permettre la construction de la centrale hydraulique. On préfère scroller sur Tik Tok et Instagram plutôt que rendre hommage à Savines et Ubaye. Eux aussi, ont été rasés en 1961 pour permettre la retenue artificielle de Serre-Ponçon.

On oubliera tôt ou tard la guerre en Ukraine et celle qui oppose Israël au Hamas. On zappera aussi les guerres mondiales. On les rangera dans les mêmes oubliettes que la lutte du Larzac... Les vieux emporteront banderoles et blasons dans leurs tombes. On omettra de déposer des gerbes au cimetière. On n'ira pas davantage le faire lors des commémorations. Et dans 100 ans, quelle histoire conterons-nous à nos enfants ?

« La balle dans le camp » des Anciens et Amis de Brovès

Aucun élu n'est fermé au projet de musée présenté par l'association Les Anciens et Amis de Brovès. Reste qu'un tel édifice demande réflexion. René Ugo, le maire de Seillans, nous confie ses interrogations : « Qui va le porter, ce projet ? Je me suis rapproché du Département de manière officielle, mais je n'ai pas encore vraiment eu de retour. La mairie ne peut pas tout prendre en charge toute seule. Et il n'est pas envisageable, non plus, de mettre un agent d'accueil à disposition pour encadrer les visites. »

Demander un soutien à l'armée et au Département

Il revient aussi sur le lieu d'implantation. « Cela peut se discuter. Pourquoi pas se rapprocher du musée de l'Artillerie ? Il existe déjà un espace dédié à l'armée. Puis, l'histoire de Canjuers est dans le prolongement de Brovès. Pour moi, Seillans ne serait pas propice à un tel projet. L'État devrait également être en première ligne, s'il faut faire quelque chose... Je pense qu'il serait plus judi-

cieux de revoir tout cela à la rentrée scolaire. Le moment sera opportun, d'autant que la sous-préfète de Draguignan, Myriam Garcia, doit venir nous visiter. Je pourrai alors lui en parler ! »

Pourquoi pas une partie à Seillans, une autre à La Roque ?

Nathalie Perez-Leroux, la maire de La Roque-Esclapon, est séduite par l'idée d'un mémorial. À tel point qu'elle assure ne pas avoir tardé pour mettre le doigt dans l'engrenage... « J'ai évoqué le fait de faire quelque chose ensemble. Brovès a un lien fort avec le village, d'autant qu'il existe un quartier qui lui rend hommage. »

La première magistrate confie siéger au sein de deux Groupes d'action locale (GAL) : Grand Verdon... et Dracénie - Pays de Fayence ! « Leur projet rentre complètement dans le cadre du GAL. Celui-ci pourrait, par exemple, aider à acheter des droits d'images. » Elle reconnaît : « Les montants ne sont pas faramineux. Mais c'est déjà quelque

chose. Puis, je peux proposer plusieurs lieux sur la commune. Peut-être aussi une exposition permanente ? J'ai envoyé la balle dans le camp de l'association. »

Elle atteste également en parler prochainement à Richard Strambio, le président de Dracénie Provence Verdon agglomération.

Un mémorial dans un premier temps à la place d'un musée

Nathalie Perez-Leroux assure avoir rencontré le maire de Seillans, René Ugo, ce mercredi.

Ensemble, ils proposent de tendre la main aux Anciens et Amis de Brovès et « de faire venir d'autres partenaires ». L'élue de La Roque conclut : « L'idée d'un musée, pourquoi pas. Je ne suis pas contre. Mais cela reste très long à mettre en place et cela prend tout de suite des proportions. Pourquoi ne pas faire, dans un premier temps, quelque chose ici, et autre chose dans le pays de Fayence ? »

La porte reste ouverte aux idées.